



LE GOUVERNEMENT
A DÉVOILÉ
SON PLAN POUR
L'EMPLOI

LA SYMBOLIQUE
DU « PASSAGE
D'AMGALA »



SCAN ME!



**QUAND LE POISSON
DU PEUPLE DEVIENT UN LUXE**
ÉCHEC DU PLAN VERT, ÉCHEC DU PLAN BLEU
LES MAROCAINS VEULENT CHANGER DE COULEUR



Edito d'ouverture

La sardine, le mouton et le porte-monnaie

Ahmed Naji
Directeur de publication

5 dirhams le kilogramme de sardines ! Abdelilah El Ajjout, poissonnier de son état, a créé le buzz en commercialisant la sardine à des prix défiant toute concurrence, suscité la sympathie des classes sociales les plus touchées par le renchérissement du coût de la vie et la colère des intermédiaires dans le circuit de distribution du poisson sur le marché local.

Dites merci à Youtube, dont le versement des « Adsense » à Abdelilah « moul l'hout » pour ses vidéos, permet de couvrir largement les charges d'achat et de transport des sardines et de générer une marge bénéficiaire, explique ses détracteurs. Toujours est-il que les prix des sardines ont oscillé à travers les marchés du royaume, une multitude de clients renonçant à en acheter lorsqu'ils estiment les prix affichés injustifiés.

Quelques jours après, l'appel royal à s'abstenir d'accomplir le rite du sacrifice du mouton lors de l'aïd el adha, légitimé par une baisse de 38% du cheptel national, elle-même due à un déficit pluviométrique de 53% par rapport à la moyenne des trente dernières années, a soulagé des milliers de pères de famille aux revenus limités.

Les prix sur le marché des ovins ont aussitôt chuté.



Quelques théologiens étrangers mal éclairés (ou mal intentionnés) ont bien tenté de jouer la carte du littéralisme borné, mais n'ont pas tardé à se faire remonter les bretelles par les théologiens marocains, à la grande satisfaction de l'opinion publique nationale.

Le Maroc est un pays musulman et libéral. La conjonction des préceptes de l'Islam et des principes du libéralisme légitime le droit à l'enrichissement matériel mais suppose également des devoirs envers les moins favorisés.

Depuis la flambée des prix post-Covid, le coût de la vie n'a que modérément reculé. La succession des années de sécheresse n'a pas arrangé les choses. En bon entrepreneur et marketeur, Abdelilah « moul l'hout » a court-circuité les intermédiaires sur le marché du poisson à Marrakech et su le faire savoir à ses clients.

Sa stratégie a fonctionné et l'écho de son coup de pub s'est diffusé aux quatre coins du royaume. Le moment était d'autant plus propice que les ménages

La destruction des structures rigidifiées des circuits de distribution par des entrepreneurs ingénieux serait créatrice de prix plus abordables pour les consommateurs sur les marchés, aurait dit Shumpeter.

Mais telles les feuilles d'un oignon que l'on épingle l'une après l'autre, cette affaire en a soulevé bien d'autres.

Quid des richesses halieutiques du Maroc, doté d'une façade maritime longue de 3.500 kms, et de la faible consommation du poisson par les Marocains, 13kgs/habitant/an, contre une moyenne mondiale de 20kgs ?

Quid de la politique agricole du Maroc, qui privilégie les exportations aux dépens des (maigres) ressources hydriques et de la sécurité alimentaire ?

Quid du sort de la classe moyenne marocaine, socle de la stabilité sociopolitique et de la démocratie, soumise à un processus d'appauvrissement continu ?

L'appel royal à renoncer au sacrifice de l'Aïd el adha est également un appel à renoncer à des pratiques commerciales illégitimes et socialement destructrices, à des politiques publiques mal conçues dont l'échec est patent et à une mentalité de prédateur qui sape les fondements de la cohésion nationale.

Ramadan moubarak.



L'ODJ I-MAG est un mensuel de l'ODJ Média du groupe de presse Arrissala, publié la fin de chaque mois.

Ce n'est pas un Magazine papier, ni un PDF classique, c'est un magazine Web connecté en format FlipBook, le premier et le seul magazine connecté au Maroc.

DIRECTEUR DE PUBLICATION: AHMED NAJI
RESPONSABLE ÉDITORIALE ONLINE & MARKETING: RIM KHAIROUN
WEBDESIGN & COUVERTURE: NADA DAHANE
DIRECTEUR DIGITAL & MÉDIA: MOHAMED AIT BELLAHCEN

STAFF WRITERS:

ADNANE BENCHAKROUN
NISRINE JAOUADI - SALMA LABTAR - HAFID FASSI FIHRI - BASMA BERRADA - MAMOUNE ACHARKI - KARIMA SKOUNTI

L'ODJ Média © 2024 - Groupe de presse Arrissala SA

Vous pouvez également accéder à nos anciens numéros sur Pressplus, notre kiosque 100% digital et augmenté qui vous permet de lire une centaine de nos magazines, hebdomadaires et quotidiens gratuitement.

SOMMAIRE

BREAKING NEWS

page 4

L'ODJ ROOM

page 6

SANTÉ & BIEN ETRE

page 18

CONSO & ENVIRONNEMENT

page 24

CULTURE

page 28

POLITIQUE INTERNATIONALE

page 34

SPECIAL RAMADAN

page 44

ÉCONOMIE

page 48

DIGITAL & TECH

page 56

SPORT

page 60

LIFESTYLE

page 67

AUTOMOBILE

page 70



Breaking News



Les travaux, qui se sont étalés sur environ six mois, ont permis d'aboutir à des programmes ciblés

Last minute : le gouvernement a dévoilé ce jeudi son plan pour l'emploi

Le gouvernement a déjà dévoilé son plan pour l'emploi, auquel il a alloué une enveloppe exceptionnelle de 14 milliards de dirhams pour la seule année 2025. Lors du point de presse suivant la réunion hebdomadaire du Conseil de gouvernement, le porte-parole de l'Exécutif, Mustapha Baitas, a précisé que cette initiative vise à répondre aux nouveaux défis du marché du travail, en lien notamment avec les transformations structurelles induites par les changements climatiques.

La symbolique du « Passage d'Amgala »

La Mauritanie a officiellement annoncé l'ouverture d'un poste frontière international avec le Maroc au Sud de Smara. Algériens et polisariens ont parfaitement compris le message.

Les relations entre le Maroc et la Mauritanie, qui ont connu, ces derniers temps, une remarquable embellie, viennent d'être encore renforcées par l'ouverture d'un nouveau poste-frontière entre les deux pays maghrébins.

La Mauritanie vient, en effet, d'annoncer la création de 82 nouveaux postes frontaliers avec ses pays voisins, dont celui avec le Maroc baptisé « Passage d'Amgala ». Tout un symbole.



Le « Passage d'Amgala » est situé au Sud de la ville de Smara

Le Maroc face au défi de la modernisation de sa procédure pénale

Le Maroc s'apprête à franchir une étape cruciale dans la modernisation de son système judiciaire. Lors d'une journée d'étude organisée au Parlement par la Commission de la justice, de la législation et des droits de l'Homme, en partenariat avec plusieurs institutions, le ministre de la Justice, Abdellatif Ouahbi, a exposé les grandes lignes du projet de loi N°03.23. Ce texte vient modifier et compléter la loi N°22.01 relative à la procédure pénale, dans un effort de mise en conformité avec les principes consacrés par la Constitution de 2011 et les engagements internationaux du Royaume.



Parmi les nouveautés de cette réforme, plusieurs points méritent une attention particulière

754 millions d'euros pour relier les villes marocaines

Dans un contexte de modernisation accélérée des infrastructures de transport au Maroc, le gouvernement espagnol a récemment approuvé un prêt de 754,3 millions d'euros destiné à financer l'acquisition de 40 trains interurbains. Ce projet s'inscrit dans les efforts continus du Royaume pour développer son réseau ferroviaire et répondre à la demande croissante de mobilité entre les grandes villes. Le Maroc, déjà salué pour ses avancées dans le domaine des transports avec la mise en service de la LGV Tanger-Casablanca, continue de miser sur le rail pour renforcer son attractivité économique et touristique.



Breaking News



Plus de détails, en cliquant sur l'image



Le Maroc s'appuie également sur le dynamisme de son secteur touristique, qui reste l'un des moteurs du trafic aérien

SAR la Princesse Lalla Asmaa lance la 3ème édition du programme « Unis, on s'entend mieux »

Son Altesse Royale la Princesse Lalla Asmaa, Présidente de la Fondation Lalla Asmaa pour sourds et malentendants, a présidé à l'hôpital des Spécialités relevant du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) Ibn Sina de Rabat, la cérémonie de lancement de la troisième édition du programme « Unis, on s'entend mieux ». Cette opération, qui vise à redonner l'ouïe à 100 enfants originaires de 17 Nations d'Afrique et du Moyen-Orient (Palestine, Syrie, Liban), s'inscrit en droite ligne de la Vision humaniste et solidaire de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, pour une coopération Sud-Sud forte et agissante. Une première mondiale, cette initiative vise à améliorer durablement la qualité de vie des enfants malentendants et sourds.

BLS Rabat : un renouvellement de Visa Schengen simplifié et sans rendez-vous

Le centre BLS de Rabat va révolutionner le processus de renouvellement des visas Schengen en introduisant une procédure simplifiée. Cette initiative vise à alléger les démarches pour les voyageurs, en particulier ceux qui ont un visa valide d'un an, deux ans ou plus, délivré au cours des quatre dernières années. Ce changement est une excellente nouvelle pour les demandeurs, qui pourront désormais se rendre directement au centre, sans avoir à prendre de rendez-vous au préalable.

Aviation : le Maroc vise 90 millions de passagers d'ici 2035

Le Maroc prévoit de doubler son trafic aérien actuel pour atteindre 90 millions de passagers d'ici 2035. Cette projection repose sur une stratégie nationale ambitieuse, axée sur l'expansion des infrastructures aéroportuaires, le développement de nouveaux partenariats internationaux et la mise en œuvre d'une politique de ciel ouvert renforcée. Dans le cadre de cette vision, l'État marocain mise sur des accords bilatéraux et multilatéraux pour intégrer davantage les réseaux aériens mondiaux. La politique de ciel ouvert continuera de jouer un rôle clé.

Elle vise à attirer de nouvelles compagnies aériennes, à diversifier les destinations desservies et à renforcer la position du Maroc comme hub aérien en Afrique et en Méditerranée.

Pour soutenir cette croissance, des investissements massifs sont prévus dans les infrastructures aéroportuaires. Plusieurs projets d'extension et de modernisation des aéroports existants sont en cours, notamment à Casablanca, Marrakech et Tanger. Ces travaux visent à augmenter la capacité d'accueil, améliorer la qualité des services et répondre à la demande croissante des voyageurs, qu'ils soient touristes, hommes d'affaires ou membres de la diaspora marocaine.

Edito L'ODJ Room

Paris malmène Alger, le Sénat au Sahara

Ahmed Naji

Les relations entre l'Algérie et la France sont, actuellement, très mauvaises. Un fait qui, normalement, importe peu au Maroc, si ce n'était le fait qu'il est la principale cause de cette crise franco-algérienne.

Dans un entretien accordé par le président algérien, Abdelmajid Tebboune, au quotidien français « L'Opinion », le 3 février, ce dernier a clairement expliqué que la cause première de la dégradation des relations entre Alger et Paris est la reconnaissance par la France de la marocanité du Sahara. Nul besoin de passer en revue les multiples points de frictions entre Paris et Alger, dont le plus médiatisé est celui des ressortissants algériens objets d'obligation de quitter le territoire français, les fameux OQTF.

Sur les 146.000 OQTF prononcés, l'année écoulée, 22.000 portaient sur des ressortissants algériens. Du fait du refus de l'ambassade d'Algérie à Paris de délivrer les laissez-passer nécessaires, seuls 10% des décisions d'expulsion ont été effectivement exécutées. Les autorités, et même l'opinion publique, françaises sont d'autant motivés à faire pression sur l'Algérie pour qu'elle accepte le rapatriement de ses ressortissants expulsés de France que certains des



crimes les plus médiatisés qui s'y sont déroulés récemment sont le fait d'Algériens sous OQTF.

Le dernier en date, le 22 février plus exactement, Brahim.A, un Algérien âgé de 37 ans, en situation irrégulière, a commis une agression à l'arme blanche sur la place d'un marché à Mulhouse, tuant une personne et en blessant six autres.

Le fait est que le mis en cause avait déjà fait l'objet d'un arrêté portant l'obligation de quitter le territoire français, mais les autorités algériennes ont refusé son rapatriement quatorze fois de suite !

Quand les autorités algériennes mettent l'un de leurs écrivains les plus célèbres en prison, en l'occurrence Boualem Sansal, et ce juste pour avoir énoncé des réalités historiques sur le tracé frontalier de l'Algérie avec ses pays voisins, on voit mal en quoi le Maroc ou la reconnaissance de la marocanité du Sahara par la France peuvent en être responsables.

Le 25 février, une délégation de sénateurs français conduite par Gérard Larcher, président du Sénat, s'est rendue à Laâyoune, et ce moins de dix jours après une autre visite dans les provinces du Sud du royaume de la ministre française de la culture, Rachida Dati.

Le commentaire de Gérard Larcher relatif à la présence de la délégation sénatoriale française au Sahara marocain est sans ambages : « refléter la nouvelle position de la France selon laquelle le présent et l'avenir du Sahara occidental s'inscrit dans le cadre de la souveraineté marocaine ».

En clair, aucun rétropédalage de Paris à ce sujet n'est à escompter par Alger.

Le 26 février, le premier ministre français, François Bayrou, a donné un délai « de six semaines » à Alger pour répondre à la demande de la France de réexaminer les accords de 1968 conclus entre les deux pays.

Ce n'est sûrement pas en gardant leur attention focalisée sur le Maroc que les dirigeants algériens, désormais en partie placés sur liste noire par la France, qu'ils pourront y répondre.



L'INFORMATION À L'ORDRE DU JOUR!

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES

POLITIQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO,
ÉMISSIONS WEB TV, PODCASTS, REPORTAGES, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS...



www.lodj.ma



SCAN ME!

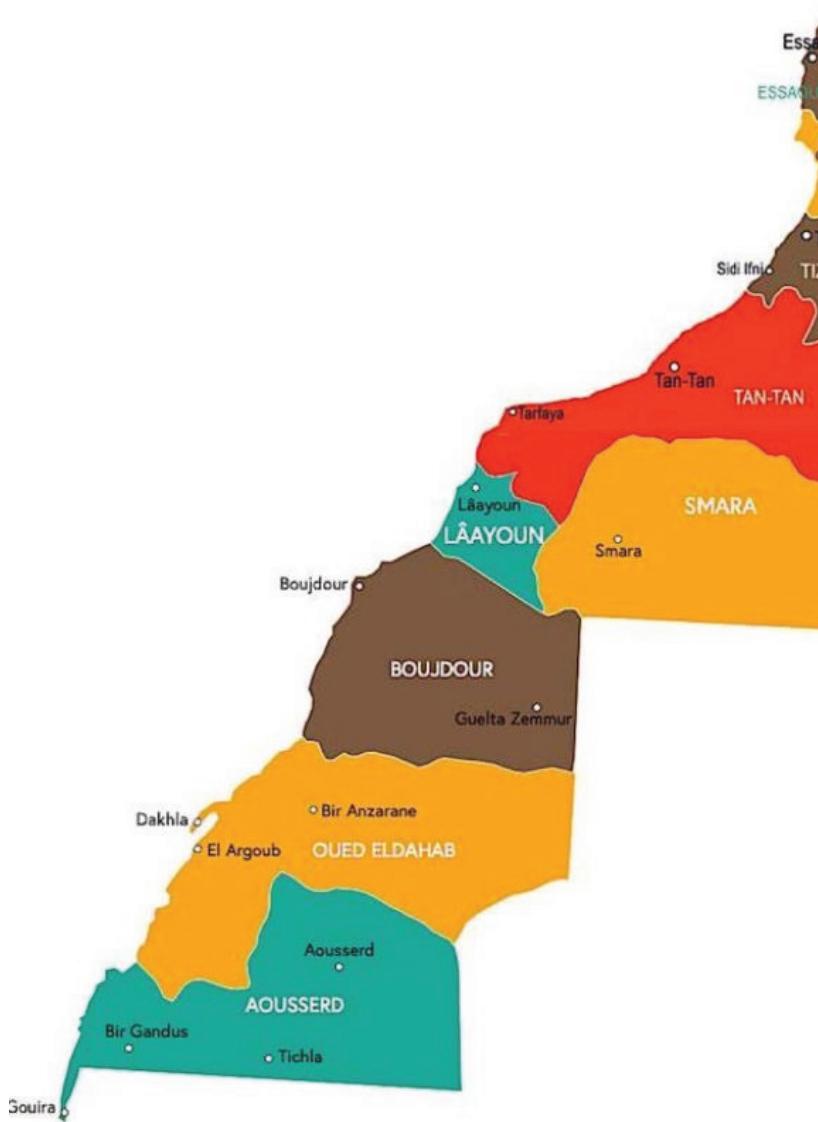
@lodjmaroc

Décentralisation au Maroc : excédents financiers, mais où sont les projets ?

Les collectivités territoriales marocaines ont clôturé l'année 2024 avec un excédent budgétaire global de 10,2 milliards de dirhams (MMDH). Ce chiffre, issu des 59,1 MMDH d'excédents cumulés, semble témoigner d'une gestion financière rigoureuse. Toutefois, cette performance soulève des interrogations quant à l'utilisation de ces fonds, alors que de nombreuses régions continuent de faire face à des défis majeurs en matière de développement local, de services publics et d'infrastructures de base.

Collectivités territoriales : un excédent budgétaire de 10,2 milliards de dirhams, entre opportunité et questionnements

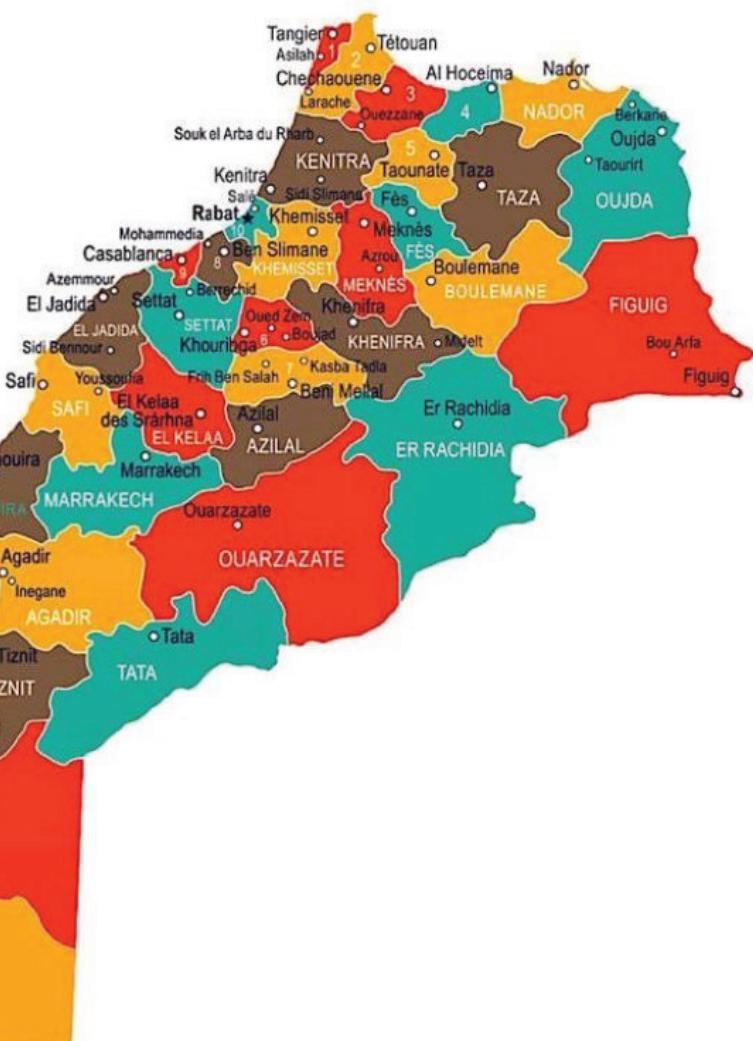
Si cet excédent est perçu comme un signe de bonne gestion, il reflète également une tendance récurrente : les collectivités peinent souvent à mobiliser ces ressources pour répondre efficacement aux besoins des citoyens. Cet immobilisme budgétaire, dans un contexte où les attentes sociales sont élevées, alimente un débat sur la capacité des administrations locales à transformer ces fonds en projets concrets. Sur le terrain, l'excédent budgétaire masque une réalité contrastée. Alors que certaines régions, notamment les grandes métropoles comme Casablanca ou Rabat, disposent de moyens financiers substantiels, d'autres zones rurales ou périphériques manquent cruellement de ressources pour financer des projets. Ces disparités renforcent l'inégalité territoriale et freinent le développement du pays. Cet excédent met en lumière une gestion parfois conservatrice des budgets locaux, où la priorité est donnée à la constitution de réserves financières plutôt qu'à l'investissement dans des projets à fort impact social ou économique.



Dans un contexte où la décentralisation est censée renforcer l'autonomie des collectivités, cette situation soulève des questions sur les capacités de ces dernières à jouer pleinement leur rôle de moteur de développement.

De plus, l'excédent pourrait être un levier puissant pour stimuler l'emploi local, améliorer les infrastructures et renforcer les services publics. Cependant, le manque d'audace et de vision de certaines administrations locales limite la transformation de ces fonds en projets concrets. Des exemples internationaux, comme en Espagne ou en Allemagne, montrent que les excédents budgétaires peuvent être utilisés pour financer des initiatives innovantes, telles que des programmes de transition énergétique ou des projets de mobilité durable.

Au Maroc, l'absence de projets structurants financés par ces excédents reflète un problème de gouvernance. Les lentes administratives, le manque de compétences techniques et parfois la peur de prendre des risques freinent la capacité des collectivités à mettre en œuvre des initiatives ambitieuses. D'autre part, cette situation alimente la défiance des citoyens envers les institutions locales. Alors que les besoins en matière d'éducation, de santé, de logement ou encore de transport restent criants dans de nombreuses régions, voir des milliards de dirhams non utilisés dans les caisses publiques peut être perçu comme un échec de



Par Mamoune Acharki

la décentralisation.

Il est à noter que des pays comme la Suède ou le Canada ont mis en place des mécanismes permettant aux collectivités locales de réinvestir rapidement leurs excédents dans des projets à impact direct sur les populations. Ces exemples montrent qu'une gestion proactive des budgets locaux peut non seulement réduire les inégalités territoriales, mais également renforcer la confiance des citoyens dans leurs institutions. L'excédent budgétaire des collectivités territoriales marocaines pour 2024 est une arme à double tranchant. S'il témoigne d'une certaine discipline financière, il met aussi en lumière des failles dans la planification et l'exécution des projets locaux. À court terme, il est crucial que ces fonds soient mobilisés pour répondre aux besoins urgents des citoyens, notamment dans les régions les plus défavorisées. Dans ce sens, une réforme profonde de la gouvernance locale pourrait inclure une meilleure formation des élus et des fonctionnaires, une simplification des procédures administratives, ainsi qu'un renforcement des mécanismes de suivi et d'évaluation des projets.

Le lobby de réaménagement des stades a les dents longues...

Par Hafid Fassi fihri

Avec les chantiers de la CAN 2025 et ceux de la Coupe du Monde 2030 , le lobby du BTP a le vent en poupe !

Avec la CAN 2025 et les chantiers de la Coupe du Monde 2030 , on ne peut pas dire que le lobby BTP ne soit pas monté au créneau avec des chantiers très coûteux de réaménagement des stades . Et également, de construction d'un nouveau stade et de nouvelles infrastructures. Il y a quelques semaines, lors du tirage au sort de la CAN 2025 qui doit se dérouler au Maroc dans moins de dix mois, il a été annoncé que la capitale du Royaume aurait quatre stades qui abriteront la compétition.

Outre le complexe Moulay Abdallah, trois autres stades sont désormais au menu de la Coupe d'Afrique : le stade Moulay Hassan, le stade Barid , et le stade Belvédère, ex stade du FUS .

Les quatre stades de Rabat sont en cours de rénovation et il va sans dire que cette surprenante décision va faire de l'ombre aux autres villes. Ainsi , si la moitié de la compétition se déroulera à Rabat, seulement trois rencontres sont prévues au

légendaire complexe Mohamed 5 de Casablanca et il est légitime de penser que l'esprit du football a été sacrifié et méprisé au profit d'autres considérations.

On pouvait espérer que le football et la Coupe d'Afrique puissent être des vecteurs de justice spatiale , mais malheureusement il sera question de consacrer les disparités territoriales et les injustices régionales alors qu'il y avait matière à faire mieux en faisant participer d'autres villes à la grande fête du football africain.

Il y a un stade à Oujda qui a été récemment rénové pour deux rencontres des Lions de l'Atlas, mais il n'a jamais été question de le retenir pour la CAN alors que la région de l'Oriental aurait pu prétendre faire partie des villes hôtes.

Même chose pour Kenitra , El Jadida , Mohammedia et peut-être même Meknès et Tétouan. Sinon, le complexe Adrar d'Agadir risque de ne pas être prêt en décembre pour accueillir la compétition.





Ainsi, s'il y a certainement un très gros business autour et avec la rénovation des stades , on n'ira pas jusqu'à dire que le lobby des BTP a les mains assez longues pour imposer que quatre stades de Rabat soient retenus pour la CAN au détriment d'autres villes.

Il y a un pas que nous ne franchirons pas puisque tout cela relève de la pure spéulation impossible à prouver même si les faits sont avérés car il n'y a jamais de fumée sans feu ! Libre à vous de voir des scandales partout et de jeter de la suspicion , mais honnêtement il s'agit juste d'une décision inattendue et incompréhensible à maints égards! Et Libre à d'autres de justifier , comme à leur habitude , l'injustifiable !

Le lobby du BTP ne fait pas dans le sentiment : tant pis pour la justice spatiale et les disparités territoriales et régionales !

Le lobby de réaménagement des stades a certainement les dents longues etc chez ces messieurs du BTP on ne fait pas dans le sentiment : tant pis pour la justice spatiale et les disparités territoriales et régionales !

Avec les chantiers de la CAN 2025 et ceux de la Coupe du Monde 2030 , le lobby du BTP a effectivement le vent en poupe, mais Il y a une évidence toutefois, c'est que des groupes privés au savoir -faire connu et reconnu il en faut de manière incontournable sur la scène et la sphère économique, sinon on aurait dû les inventer !

Mais à condition que les règles du jeu soient respectées dans la transparence sans que les intérêts du lobby des BTP ne passent avant tout et au détriment de considérations que le citoyen lambda et l'opinion publique ne soupçonnent probablement pas !

Et l'on ne peut taxer le comité d'organisation et la

FRMF d'improvisation puisque les stades de Rabat sont en cours de travaux depuis près d'un an : autrement dit, la décision avait été prise il y a quelques mois, sauf qu'elle n'a été rendue publique que lors de la cérémonie du tirage au sort au Théâtre national Mohamed 5 .

Et pourtant, dans le BTP on ne chôme absolument pas avec les barrages en construction, les stations de traitement et de dessalement, les autoroutes, et autres infrastructures portuaires , aéroportuaires ou ferroviaires qui connaissent pour un moment encore un grand boum !

Si les opérations de restauration des stades coûtent énormément cher aux contribuables sans aucune garantie que cela puisse rapporter grand chose aux caisses de l'Etat, tant qu' aucune stratégie de rentabilisation conséquente et efficiente n'est adoptée , la construction de nouveaux stades pouvant s'avérer être une aberration sociale et économique. Ainsi, si le Maroc entend construire le plus grand stade du monde à Benslimane, il n'y a aucune garantie que la finale de la Coupe du Monde puisse effectivement y être jouée puisque l'Espagne fait un forcing acharné auprès de la FIFA...

Et pourtant, L'IA peut bien créer des emplois au Maroc

À l'horizon 2030, les États-Unis ambitionnent de bouleverser l'industrie et la production grâce à l'intelligence artificielle (IA), visant une suprématie technologique mondiale. Face à ce géant, où se positionne le Maroc ? Loin d'être un simple spectateur, le royaume peut saisir cette révolution numérique comme un formidable levier de développement et d'emploi.

IA & Humain : Une cohabitation nécessaire !

L'IA, souvent brandie comme une menace pour les emplois traditionnels, est aussi une source insoupçonnée de nouvelles opportunités. Des initiatives prometteuses low-cost, telles que Deepseek, démontrent qu'il est possible de transformer l'IA en un moteur de création d'emplois. Plutôt que de craindre une substitution humain-machine, envisageons un partenariat où l'IA amplifie les capacités humaines, ouvrant la voie à des postes à plus haute valeur ajoutée.

Le marché de l'emploi marocain, caractérisé par une jeunesse prédominante et un taux de chômage fluctuant, requiert une transformation adaptée aux exigences du monde moderne. L'IA peut offrir des solutions novatrices pour combattre le chômage, en particulier chez les jeunes, en stimulant des secteurs clés tels que l'agriculture, le tourisme et le textile.

Les technologies intelligentes, intégrées dans ces domaines, pourraient révolutionner des pratiques ancestrales, les rendant plus compétitives sur le marché global. Par exemple, l'application de l'IA dans l'agriculture pourrait permettre une gestion optimisée des ressources, une prédiction précise des récoltes et une réduction significative des pertes.

Contrairement à une idée reçue, l'IA ne détruit pas forcément les emplois mais en transforme la nature et en crée de nouveaux. Les domaines de la gestion de données, de l'analyse prédictive et du développement logiciel sont en pleine expansion. Le Maroc, avec son secteur technologique naissant, peut devenir un terrain fertile pour ces nouvelles professions.

Investir dans l'éducation et la formation est crucial. Les institutions éducatives marocaines doivent évoluer pour inclure des compétences en IA dans leurs programmes, préparant ainsi les étudiants aux défis de demain. Les partenariats entre le gouvernement, les universités et les entreprises privées sont essentiels pour synchroniser les besoins du marché avec l'offre éducative.

Leçon Deepseek : Rêver grand dans le Monde de l'IA !

En développant et en adoptant des solutions d'IA locales, le Maroc pourrait réduire sa dépendance envers les géants technologiques internationaux. La création d'un écosystème technologique propre au Maroc non seulement stimulerait l'économie locale mais offrirait également des opportunités d'emplois spécialisés dans le développement, la gestion et le support technique.

L'IA a également le potentiel de favoriser l'inclusion sociale. En ciblant des formations en IA dans les zones rurales, on permettrait aux jeunes de ces régions d'accéder à des emplois technologiques de qualité, contribuant ainsi à réduire la fracture numérique et à équilibrer la croissance économique entre les zones urbaines et rurales.



À quand une cartographie claire des IA au Maroc ?

Pour une intégration réussie de l'IA dans le monde du travail, un dialogue social constructif est indispensable. Ce dialogue doit réunir employeurs, employés et syndicats pour comprendre et apaiser les craintes liées à l'automatisation, tout en orientant les stratégies d'implémentation de manière inclusive. L'avenir du travail au Maroc dans l'ère de l'IA est prometteur, à condition que tous les acteurs du marché travaillent de concert pour créer un environnement propice à l'innovation et à la croissance économique. En envisageant l'IA non comme une menace mais comme un partenaire stratégique, le Maroc peut aspirer à une révolution technologique qui bénéficie à tous. Le moment est venu d'embrasser cette nouvelle ère avec optimisme et détermination, en rêvant d'une économie numérique autonome et dynamique. En définitive, la leçon de Deepseek, bien que chinoise, résonne universellement : l'innovation accessible peut et doit inspirer les startups marocaines, propulsant le royaume sur la scène internationale de l'IA, non plus en tant que suiveur, mais comme un leader audacieux.



Par Mohamed Ait Bellahcen

Perception de la corruption : une chute inquiétante pour le Royaume

Le Maroc perd 26 places dans l'Indice de Perception de la Corruption en 6 ans.

Une situation alarmante qui appelle à une action urgente.

Un déclin inquiétant dans la lutte contre la corruption

Le Maroc, autrefois salué pour ses efforts dans la lutte contre la corruption, semble aujourd'hui s'enfoncer dans une spirale inquiétante.

Selon les derniers résultats de l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) publiés par Transparency Maroc, le Royaume a enregistré un score de 37 pour l'année 2024, perdant ainsi 26 places en seulement six ans. Un chiffre qui, au-delà de sa froideur statistique, reflète une réalité alarmante.

Mais comment en est-on arrivé là ? D'un côté, il y a les promesses non tenues. Chaque année, des plans ambitieux sont annoncés pour renforcer la transparence et lutter contre les pratiques douteuses. Pourtant, dans les faits, les institutions semblent paralysées par des intérêts contradictoires.

Les affaires de corruption éclatent régulièrement, impliquant aussi bien des élus locaux que des responsables de haut rang.

"Ce n'est pas une surprise", commente un analyste anonyme. "

Le problème au Maroc n'est pas un manque de lois, mais un manque de volonté politique pour les appliquer."

Et il faut dire que les chiffres parlent d'eux-mêmes : les enquêtes sur les détournements de fonds publics aboutissent rarement à des condamnations, et les lanceurs d'alerte, au lieu d'être protégés, sont souvent intimidés.



"Pourquoi investir dans un pays où les règles du jeu changent selon celui qui paie le plus ?" s'interroge un entrepreneur.

Sur le plan économique, les conséquences sont désastreuses. La corruption freine les investissements étrangers, décourage les entrepreneurs locaux et alimente un sentiment d'injustice sociale.

À l'échelle internationale, le Maroc n'est pas un cas isolé. Des pays comme le Brésil ou la Roumanie ont également connu des périodes de déclin dans leur lutte contre la corruption, avant de rebondir grâce à des mouvements citoyens et des réformes structurelles.

Cela montre qu'un changement est possible, à condition que la société civile reste mobilisée. En conclusion, cette chute dans l'IPC est un signal d'alarme. Le Maroc doit agir, et vite, pour restaurer la confiance de ses citoyens et de ses partenaires économiques. Car si la corruption est un poison, l'inaction est, elle, un suicide.



Par Mamoune Acharki

L'Aïd al-Adha annulé : un geste Royal pour le peuple

Par Mamoune Acharki

Le 26 février 2025, une annonce royale a marqué un tournant dans l'histoire contemporaine du Maroc. Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Amir Al-Mouminine, a pris la décision exceptionnelle d'annuler le rituel du sacrifice de l'Aïd al-Adha pour cette année. Cette mesure, qui pourrait paraître audacieuse, voire radicale, s'inscrit dans un contexte économique et environnemental particulièrement tendu, où la sagesse et la vision royale brillent par leur éclat.

Un geste pour soulager le peuple en temps de crise

Dans un message adressé à son peuple, Sa Majesté a expliqué que cette décision vise avant tout à alléger le poids économique pesant sur les familles marocaines. Alors que le Maroc traverse une crise économique exacerbée par une sécheresse persistante, le coût du mouton, souvent exorbitant, aurait constitué une charge insupportable pour de nombreux foyers.

Cette initiative royale témoigne d'une profonde empathie envers les citoyens les plus vulnérables, rappelant que le rôle d'un souverain éclairé est de protéger son peuple, même lorsque cela implique de revoir des traditions ancestrales.

En abstenant les Marocains de ce sacrifice, le Roi Mohammed VI a permis à des millions de familles de respirer, en mettant leurs besoins immédiats au-dessus des rites. Une décision qui, bien que pragmatique, est empreinte d'un sens spirituel profond.

Au-delà de l'aspect économique, Sa Majesté le Roi Mohammed VI a également mis en avant la nécessité de préserver le cheptel national, gravement affecté par la sécheresse.

Le Maroc, pays agricole par excellence, dépend en grande partie de son bétail pour maintenir un équilibre économique et alimentaire.

Cliquer sur l'image ou scanner le code QR, afin de lire l'intégralité de l'article



En annulant le sacrifice, Sa Majesté a posé un geste stratégique visant à éviter l'effondrement de ce secteur clé.

La sauvegarde des ressources animales devient ici un acte de souveraineté et de prévoyance, garantissant non seulement la sécurité alimentaire du pays, mais aussi la stabilité des éleveurs, souvent les premiers touchés par les crises climatiques.

Certains pourraient voir dans cette annulation une rupture avec la tradition. Pourtant, Sa Majesté le Roi Mohammed VI, en tant qu'Amir Al-Mouminine, a rappelé que l'essence même de l'Aïd al-Adha réside dans l'intention et la foi, bien plus que dans l'acte matériel du sacrifice.

Cette décision s'inscrit dans une lecture éclairée des préceptes islamiques, où le bien-être collectif prime sur les rituels individuels.

En cela, le Roi s'aligne avec les valeurs universelles de l'islam, tout en répondant aux défis contemporains du Maroc. Ce mélange de tradition et de modernité illustre une fois encore la capacité de la monarchie marocaine à évoluer tout en restant fidèle à ses racines. Cette décision n'est pas sans rappeler celle prise par le défunt Roi Hassan II en 1981, qui avait également appelé à renoncer au sacrifice en raison de conditions similaires. Ce parallèle historique renforce l'idée que la monarchie marocaine, loin d'être figée, est capable de s'adapter aux besoins de son temps.



L'annulation de l'Aïd al-Adha 2025 par le Roi Mohammed VI est bien plus qu'un simple ajustement rituel...

En prenant cette décision courageuse, SM le Roi Mohammed VI envoie également un message fort au monde musulman : la foi et la solidarité doivent primer sur les apparences et les traditions.

Dans un monde en proie à des crises multiples, cette annulation pourrait servir de modèle à d'autres nations confrontées à des défis similaires.

La décision royale d'annuler l'Aïd al-Adha ne fait que renforcer l'image d'une monarchie proche de son peuple, attentive à ses besoins et prête à prendre des mesures audacieuses pour son bien-être.

Ce geste, loin d'être anodin, réaffirme le rôle central du Roi en tant que garant de l'unité nationale et de la stabilité sociale.

Dans un Maroc en pleine mutation, où les défis économiques et climatiques se multiplient, la monarchie reste un pilier incontournable, à la fois ancrée dans la tradition et tournée vers l'avenir.

En abstenant son peuple de ce sacrifice, Sa Majesté le Roi Mohammed VI a montré qu'un véritable souverain est celui qui sait sacrifier ses propres symboles pour le bien de son peuple.



Les sardines à 5 dirhams qui exposent les failles du marché marocain

En quelques jours, Abdelilah El Jabouni, surnommé « Moul l'hout », est devenu un phénomène au Maroc. Ce poissonnier de Marrakech a secoué le marché en proposant des sardines à 5 dirhams le kilo, un prix défiant toute concurrence alors que les étals affichent généralement un prix entre 15 et 20 dirhams.

Quand un poissonnier de Marrakech défie le marché

L'affaire d'Abdelilah El Jabouni, surnommé « Moul l'hout », a suscité une vive polémique au Maroc. Ce poissonnier de Marrakech, connu pour avoir vendu des sardines à 5 dirhams le kilo, a vu son commerce fermé par une commission locale avant d'être rouvert par le Wali de Marrakech.

Ce feuilleton administratif a mis en lumière les tensions autour de la flambée des prix et les contradictions des autorités face à des initiatives individuelles remettant en cause l'ordre établi. Si la fermeture a choqué une large partie de l'opinion publique, la réouverture a soulevé de nouvelles interrogations sur la gestion de ce type de situations.

La fermeture du magasin d'Abdelilah a été perçue comme une tentative de réprimer une initiative louable qui exposait les failles du système de distribution. Les autorités locales ont officiellement évoqué des irrégularités administratives ou des manquements aux normes pour justifier leur décision. Mais pour beaucoup, cette explication masque un problème bien plus profond : celui d'un système économique où les initiatives qui défient les pratiques commerciales habituelles sont rapidement étouffées.

Pourquoi un commerçant proposant des prix accessibles pour des produits essentiels devient-il la cible des autorités ? Cette question a alimenté un débat national, amplifié par l'opinion publique et les réseaux sociaux.

La réouverture du magasin par le Wali de Marrakech a été interprétée comme un geste politique destiné à apaiser une opinion publique en ébullition. L'affaire avait en effet pris une ampleur nationale grâce aux soutiens massifs relayés sur les réseaux sociaux. Des vidéos et témoignages en faveur d'Abdelilah ont mis les autorités sous pression, les poussant à revoir leur position. Cependant, cette intervention a également mis en lumière un manque de cohérence institutionnelle.

D'un côté, une commission locale ferme le commerce sous prétexte de régulation ; de l'autre, une autorité supérieure annule cette décision. Cette contradiction reflète une gestion confuse des initiatives individuelles et expose les tensions entre régulation économique et pression populaire.

Le cas d'Abdelilah El Jabouni s'inscrit dans un contexte plus large de mécontentement social lié à la hausse des prix des produits de première nécessité. Depuis plusieurs années, les Marocains font face à une augmentation constante du coût de la vie, exacerbée par des crises internationales et des dysfonctionnements structurels au niveau national. Les produits essentiels, comme le poisson, les légumes ou les céréales, deviennent de plus en plus inaccessibles pour une grande partie de la population.

Cette situation est aggravée par la spéculation et les marges excessives appliquées par les intermédiaires, un manque de régulation efficace des prix et une chaîne logistique inefficace où les coûts de transport et de distribution pèsent lourdement sur les prix finaux.



Par Mamoune Acharki

L'initiative d'Abdelilah a prouvé qu'il était possible de proposer des produits à des prix justes en contournant les intermédiaires. Cependant, ce modèle reste difficilement viable sans un soutien institutionnel ou des réformes structurelles. En remettant en question les pratiques commerciales habituelles, Abdelilah a attiré l'attention des citoyens, mais aussi celle des acteurs économiques qui bénéficient du statu quo.

Sa fermeture initiale pourrait être interprétée comme une tentative de protéger ces intérêts établis. Ce cas illustre également l'urgence de réformer le marché marocain pour garantir des prix équitables aux consommateurs et des revenus décents aux producteurs.



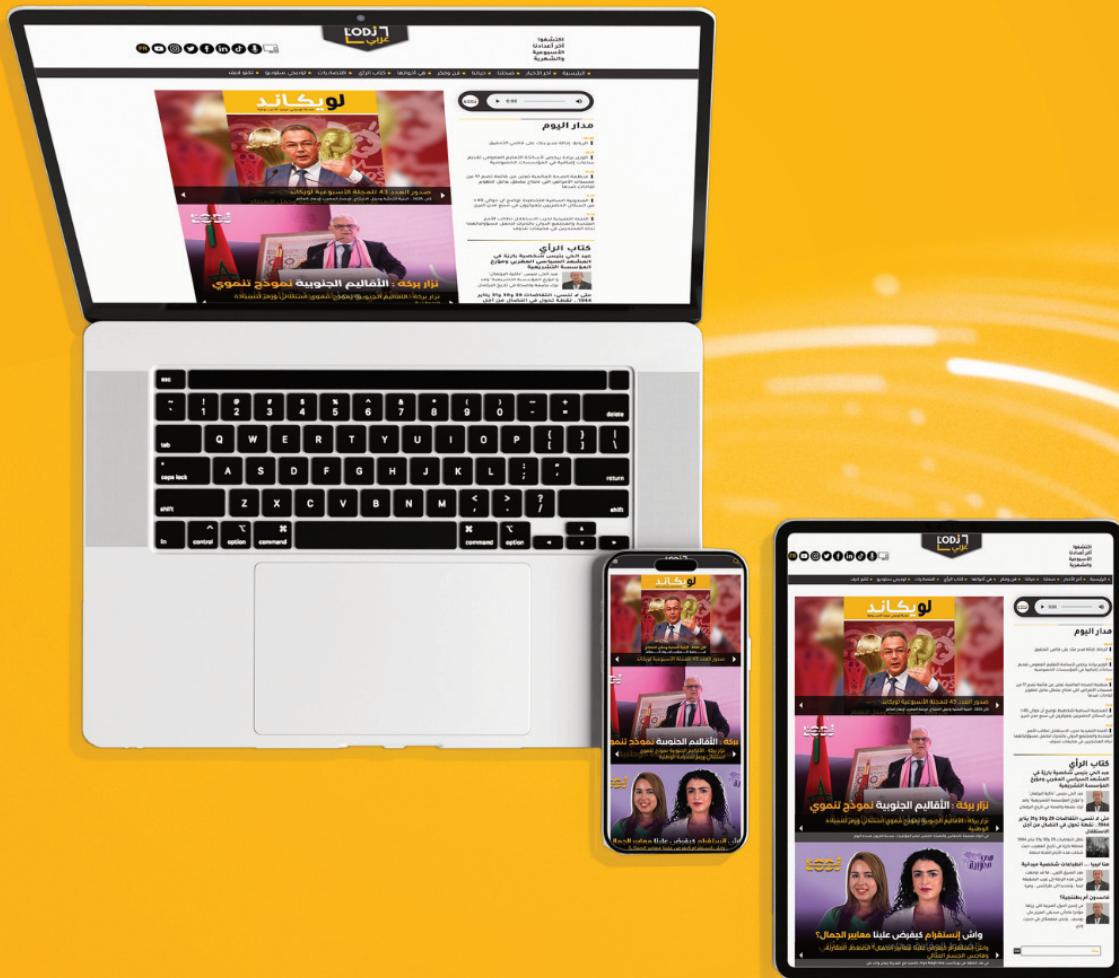
Sa fermeture initiale pourrait être interprétée comme une tentative de protéger ces intérêts établis.



لودجي أنفو - بلاطفورم الشباب

جريدة الكترونية مغربية متعددة على مدار الساعة

سياسة، رياضة، ثقافة، ديجيتال، طموبيات،
برامج ويب تيفي، بودكاست، روبورتاجات، مؤتمرات، كرونicanات..



www.lodj.info



SCAN ME!

@lodjmaroc





Edito

Santé & Bien-être

« Journée des Maladies Rares : l'urgence d'une meilleure prise en charge au Maroc »

Par Sanaa Eddiry

Le 28 février 2025 marque la 18^e Journée Internationale des Maladies Rares, une date clé pour sensibiliser le grand public et les décideurs à ces pathologies souvent invisibles mais aux conséquences bien réelles. Tu as raison, la formulation actuelle peut prêter à confusion.

Voici une version plus claire : Si environ 5 % de la population mondiale est concernée, on peut estimer qu'entre 1,5 et 2 millions de Marocains vivent avec une maladie rare. Toutefois, en l'absence de données épidémiologiques précises au Maroc, leur reconnaissance et leur prise en charge restent limitées.

Le Maroc, en plein essor économique et infrastructurel, a multiplié les initiatives pour renforcer son système de santé. Toutefois, les maladies rares restent en marge des priorités nationales, et les patients doivent faire face à un parcours du combattant pour obtenir un diagnostic et un traitement adaptés. Le manque de centres



spécialisés et de protocoles de dépistage accroît l'errance diagnostique, souvent de plusieurs années, avec des conséquences graves sur la santé des patients.

Dans des pays comme la France, l'Allemagne ou le Canada, des progrès notables ont été réalisés grâce à des plans nationaux pour les maladies rares. Ces programmes incluent des centres de référence, des bases de données accessibles aux professionnels de santé et un accompagnement adapté aux familles. Le Maroc pourrait s'inspirer de ces modèles en adaptant les solutions à son propre contexte.

Sous l'impulsion du roi Mohammed VI, que Dieu l'assiste, des progrès ont été réalisés, notamment avec l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH) qui vise à renforcer l'accès aux soins pour les populations vulnérables.

Cependant, pour répondre efficacement aux besoins des personnes atteintes de maladies rares, il est essentiel d'aller plus loin en développant des infrastructures spécialisées, en mettant en place des programmes de dépistage et de prise en charge précoce, et en renforçant la formation des professionnels de santé pour améliorer la détection et l'accompagnement des patients. La mise en place d'un plan national pour les maladies rares, avec des partenariats entre l'État, les associations et les professionnels de santé, est une nécessité. Une meilleure reconnaissance institutionnelle, l'intégration des maladies rares dans les politiques de santé publique et un accompagnement adapté pour les familles sont autant de leviers essentiels pour garantir à chaque citoyen un accès à des soins dignes et efficaces.

Par ailleurs, un engagement collectif de la société civile est nécessaire. Les associations de patients jouent un rôle crucial en sensibilisant l'opinion publique et en apportant un soutien précieux aux familles. Le renforcement des collaborations entre les pouvoirs publics, les chercheurs et les professionnels de santé pourrait accélérer le développement de solutions, notamment par la mise en place de registres nationaux pour mieux comprendre la prévalence et l'évolution de ces maladies.

Sans oublier l'accès aux traitements qui reste un enjeu majeur. En effet, il est nécessaire que le Maroc s'inscrive dans une dynamique de coopération internationale pour favoriser l'introduction de thérapies innovantes et de médicaments orphelins à des coûts abordables.

Cliquer sur l'image afin de continuer la lecture

⌚ Santé & Bien-être



Une initiative pour rapprocher les soins des populations isolées

Une campagne médicale au service des zones reculées d'Azilal

Plus de 3 650 habitants des communes de Tamda Noumercid et Sidi Boulkhalf, situées dans la province d'Azilal, ont bénéficié de services médicaux pluridisciplinaires durant une campagne de trois jours. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts visant à rapprocher les soins de santé des populations des zones reculées, particulièrement en cette période marquée par des conditions climatiques difficiles.

Le yoga sur chaise, la pratique idéale pour les métiers sédentaires

Le yoga sur chaise, inspiré du yoga traditionnel, s'est imposé comme une solution idéale pour ceux qui souhaitent intégrer une pratique de bien-être dans leur quotidien sans quitter leur chaise. Pratiqué principalement assis, il consiste à réaliser des postures et des exercices de respiration, tout en utilisant la chaise comme support pour maintenir l'équilibre et réduire la pression sur les articulations.



Le yoga sur chaise offre une solution pratique pour ceux qui passent de longues heures assis.

Omra : suspension de l'obligation vaccinale contre la méningite

Le 7 février 2025, le ministère de la Santé et de la Protection sociale a communiqué une décision importante concernant les conditions sanitaires pour les pèlerins souhaitant effectuer l'Omra. L'obligation de fournir une preuve de vaccination contre la méningite, jusqu'ici indispensable pour accéder au royaume d'Arabie Saoudite, a été suspendue. Cette annonce intervient à un moment où les conditions de voyage commencent à se normaliser après plusieurs années de restrictions liées à la pandémie.

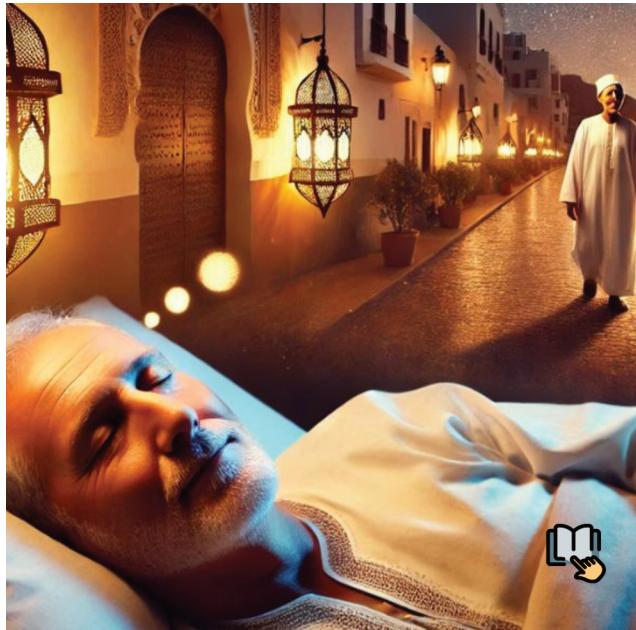


La vaccination reste fortement recommandée

Nouvelle baisse des prix de 17 médicaments au Maroc

Le ministère de la Santé et de la Protection sociale vient d'annoncer une nouvelle baisse des prix de 17 médicaments commercialisés dans les pharmacies marocaines. Cette réduction concerne des médicaments de référence (principes), des génériques et des biosimilaires, couvrant plusieurs pathologies. Une initiative qui s'inscrit dans la volonté du gouvernement de rendre les soins plus accessibles à la population, mais qui pose également des défis pour le secteur pharmaceutique.

⌚ Santé & Bien-être



L'exercice est simple : avant de dormir, imaginez-vous en train de marcher dans un lieu familier et agréable

La marche mentale : une méthode surprenante pour apaiser l'esprit avant le sommeil

Vous n'arrivez pas à vous endormir ? Essayez la marche mentale ! car quand l'esprit vagabonde, le corps s'apaise

L'autre jour, un psychologue m'a surpris par une suggestion des plus inhabituelles : « Vous n'arrivez pas à vous endormir ? Essayez la marche mentale ! » D'abord sceptique, j'ai voulu comprendre cette méthode qui semble défier les solutions classiques aux troubles du sommeil.

Nous connaissons tous les recommandations traditionnelles pour mieux dormir : éviter les écrans avant de se coucher, réduire la caféine, pratiquer la méditation... Mais la marche mentale ? Ce concept m'était inconnu. Le psychologue m'a expliqué que notre cerveau, lorsqu'il peine à s'endormir, est souvent en état d'hyperactivité.

HKU5-CoV-2 : un nouveau virus sous surveillance

Des chercheurs chinois ont découvert un nouveau coronavirus, le HKU5-CoV-2, chez des chauves-souris. Ce virus, considéré comme potentiellement transmissible à l'humain, ravive les craintes d'une nouvelle pandémie mondiale. Le spectre d'une nouvelle pandémie ressurgit. Une équipe de chercheurs chinois a récemment identifié un nouveau coronavirus, baptisé HKU5-CoV-2, chez des chauves-souris. Cette découverte, publiée dans une revue scientifique spécialisée, met en lumière les similitudes inquiétantes entre ce virus et le SARS-CoV-2, responsable de la pandémie de Covid-19.

Les premières analyses montrent que le HKU5-CoV-2 pourrait franchir la barrière des espèces et infecter les humains. Bien qu'aucun cas de transmission humaine n'ait encore été signalé, les scientifiques appellent à la vigilance. Cette découverte relance le débat sur les zoonoses, ces maladies transmises des animaux à l'homme, et sur les mesures nécessaires pour prévenir une nouvelle crise sanitaire mondiale.



Les chauves-souris sont depuis longtemps identifiées comme des porteurs de nombreux virus, dont certains sont particulièrement dangereux pour l'homme.

Et si le cancer pouvait être inversé ? Une avancée scientifique à prendre au sérieux

Par La Rédaction

- Une approche non-destructive : inverser la maladie plutôt que la combattre
- Une découverte révolutionnaire, mais encore à confirmer sur d'autres cancers
- Vers une thérapie sans effets secondaires ? Une promesse à surveiller de près

Reprogrammer le cancer : science-fiction ou réalité scientifique ?

Un pas vers la reprogrammation des cellules cancéreuses et si nous pouvions "désactiver" les tumeurs ? Une percée intrigante

L'idée semble tout droit sortie d'un film de science-fiction : et si le cancer pouvait être traité sans passer par la destruction massive des cellules malades ? Une équipe de chercheurs coréens du KAIST a récemment mis en lumière une approche révolutionnaire qui pourrait bien redéfinir notre manière de combattre cette maladie. Plutôt que de s'attaquer aux cellules cancéreuses pour les éradiquer, les scientifiques ont réussi à les reprogrammer afin qu'elles retrouvent un comportement normal. Mais cette avancée est-elle réellement la clé d'une nouvelle ère thérapeutique, ou s'agit-il d'un espoir prématuré ?

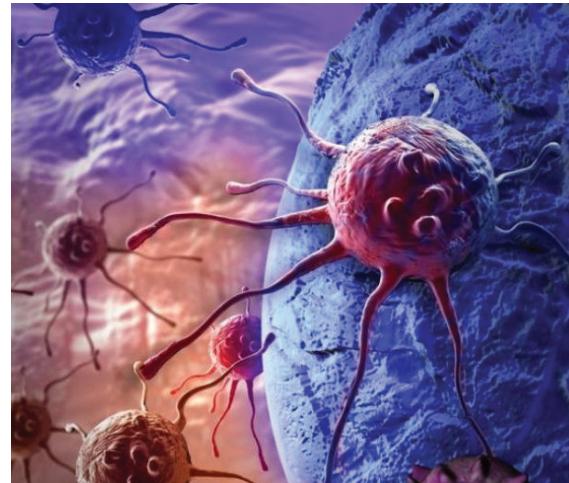
Des traitements encore agressifs et imparfaits

Aujourd'hui, la lutte contre le cancer repose sur des méthodes éprouvées mais brutales : chimiothérapie, radiothérapie et chirurgie. Ces approches visent à détruire les cellules tumorales, mais elles endommagent aussi les tissus sains, causant des effets secondaires parfois lourds : fatigue intense, chute des cheveux, affaiblissement du système immunitaire... Autant de conséquences qui réduisent considérablement la qualité de vie des patients. Face à cette impasse thérapeutique, les scientifiques explorent des stratégies alternatives. Parmi elles, une découverte qui semble défier les paradigmes établis : inverser le processus tumoral au lieu d'y opposer une force destructrice.

Une découverte étonnante : et si le cancer pouvait être "désactivé" ?

L'équipe du KAIST a étudié les cellules au moment précis où elles basculent de l'état normal à l'état cancéreux. Ils ont identifié une fenêtre biologique cruciale où ces cellules restent vulnérables à une intervention extérieure. Leur hypothèse : si l'on agit sur elles à ce moment clé, on pourrait les forcer à redevenir normales.

En explorant les gènes impliqués dans ce processus, ils ont mis en évidence trois facteurs de contrôle jouant un rôle fondamental dans la différenciation cellulaire. En modulant leur expression, ils sont parvenus à ramener des cellules cancéreuses à un état sain.



Si ces résultats sont enthousiasmants, plusieurs questions cruciales restent en suspens...

Les expériences menées sur des cellules humaines et animales de cancer du côlon ont montré une diminution significative de la prolifération tumorale.

Le professeur Cho, responsable de l'étude, se montre optimiste : "Le fait que des cellules cancéreuses puissent être reprogrammées est un phénomène fascinant. Nous avons maintenant la preuve qu'il est possible d'induire cette transformation de manière méthodique." Cette étude ouvre néanmoins une voie fascinante : si l'on pouvait convertir les cellules malades plutôt que les éliminer, la thérapie anticancéreuse pourrait être moins invasive, plus ciblée et mieux tolérée. Mais avant de parler de révolution, la prudence s'impose.



Cliquez sur l'image afin de lire l'intégralité de cet article

Entretien avec Sophia El Khensae Bentamy : Le rire, un levier de bien-être et de performance en entreprise

Dans un monde professionnel marqué par le stress, les exigences de performance et la pression des résultats, le bien-être des collaborateurs devient un enjeu central pour les entreprises.

Pourtant, une approche innovante et souvent sous-estimée pourrait transformer la dynamique en entreprise : la thérapie par le rire.

Pour en parler, nous avons rencontré Sophia El Khensae Bentamy, consultante, coach en psychologie positive et spécialiste en thérapie par le rire. À travers ses interventions, elle démontre comment le rire peut être un puissant levier de lâcher-prise, de cohésion d'équipe et de productivité. Dans cet entretien exclusif, elle nous explique comment intégrer le rire dans l'environnement de travail, déconstruire les idées reçues et faire de cet outil une véritable stratégie managériale.

Question : Vous présentez le rire comme un outil puissant de bien-être au travail. Pouvez-vous expliquer en quoi il favorise le lâcher-prise et la

productivité ?

Sophia El Khensae Bentamy : Le rire permet de créer une rupture immédiate avec le stress accumulé dans un cadre professionnel. Il agit comme une soupape de décompression en relâchant les tensions, en stimulant la production d'endorphines et en favorisant une meilleure oxygénation du cerveau. Dans mes ateliers de thérapie par le rire, je constate que les participants, après avoir ri ensemble, se sentent plus détendus, plus ouverts et plus enclins à collaborer efficacement. C'est cette dynamique positive qui renforce la cohésion et la productivité en entreprise.

Question : Beaucoup d'entreprises restent sceptiques à l'idée d'intégrer le rire dans leur culture. Quels sont les freins les plus courants et comment les dépasser ?

Sophia El Khensae Bentamy : Le premier frein est l'idée reçue selon laquelle rire au travail pourrait être perçu comme un manque de sérieux

ou de professionnalisme. Pourtant, des études ont démontré que le rire est un formidable outil de gestion du stress et d'amélioration des relations interpersonnelles. Ensuite, certains dirigeants redoutent que ces moments de lâcher-prise ne nuisent à la performance. Or, c'est tout l'inverse : un salarié détendu est plus concentré, plus créatif et plus engagé. Pour dépasser ces freins, il faut sensibiliser les managers et les équipes à l'impact positif du rire et instaurer progressivement des espaces de bien-être dans l'organisation.

Question : Concrètement, comment se déroule un atelier de thérapie par le rire en entreprise ?

Sophia El Khensae Bentamy : Un atelier dure généralement entre une et deux heures et s'intègre dans un séminaire, un team building ou une pause bien-être...

Cliquer sur l'image ou scanner le code QR pour lire cet entretien au complet





MERCI À NOS CHRONIQUEURS INVITÉS



SCAN ME!

Le Maroc accélère sa transition ferroviaire avec la BERD

Par Mamoune Acharki

Le Maroc continue de tracer sa voie vers une transition écologique ambitieuse, et le secteur ferroviaire joue un rôle central dans cette stratégie. La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a récemment annoncé un investissement de 38,4 millions d'euros (soit 400 millions de dirhams) dans un green bond émis par l'Office national des chemins de fer (ONCF). Ce financement s'inscrit dans le cadre des efforts pour réduire l'empreinte carbone du transport ferroviaire et promouvoir une mobilité durable.

La BERD investit 38 millions d'euros pour moderniser le rail marocain

Le contexte de cet investissement est marqué par une prise de conscience mondiale de l'urgence climatique. Au Maroc, le secteur des transports représente une part significative des émissions de gaz à effet de serre. Le développement du rail, considéré comme l'un des modes de transport les plus écologiques, est donc une priorité. L'ONCF, acteur clé de ce secteur, a déjà initié plusieurs projets visant à électrifier son réseau et à améliorer son efficacité énergétique.

Le Maroc rejoint des pays comme l'Allemagne ou la France, qui ont également investi massivement dans le rail pour réduire leur dépendance aux énergies fossiles.

Ces initiatives s'inscrivent dans une tendance globale vers des infrastructures de transport plus durables et résilientes.

Ainsi, l'investissement de la BERD dans le rail marocain est une avancée majeure pour la transition écologique du pays.

À court terme, il permettra de moderniser les infrastructures et d'améliorer les services ferroviaires. À long terme, il contribuera à réduire l'empreinte carbone du Maroc et à positionner le pays comme un leader régional en matière de mobilité durable.



Selon un communiqué de la BERD, cet investissement permettra de financer des projets innovants, tels que l'achat de trains électriques à faible consommation d'énergie et la modernisation des infrastructures ferroviaires.

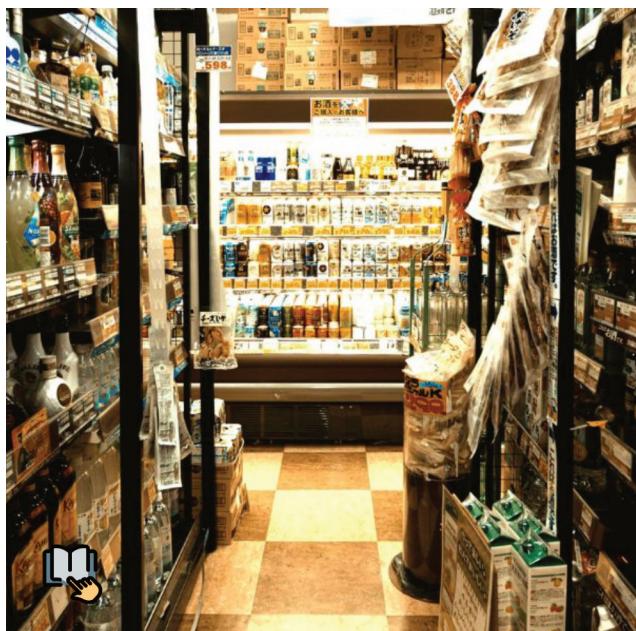
« Ce partenariat avec la BERD est une étape importante pour accélérer la transition écologique du secteur ferroviaire marocain », a déclaré un représentant de l'ONCF.

Les répercussions économiques de cet investissement sont également significatives.

En modernisant son réseau ferroviaire, le Maroc pourra renforcer son attractivité pour les investisseurs étrangers, tout en réduisant ses coûts énergétiques. Sur le plan social, ces améliorations devraient faciliter les déplacements des citoyens et contribuer à désenclaver certaines régions, renforçant ainsi la cohésion territoriale.



Conso & Environnement



Une pratique inquiétante pour les consommateurs marocains !

Cheaplation : Une nouvelle menace pour les consommateurs marocains ?

Après la shrinkflation, qui réduit la quantité d'un produit tout en maintenant ou augmentant son prix, voici la cheaplation, une autre manœuvre marketing contestable qui mérite toute l'attention des autorités marocaines.

Dénoncée par l'ONG Foodwatch en 2024, la cheaplation est une contraction des mots "cheap" (bas de gamme) et "flation" (inflation).

Elle désigne la détérioration de la qualité d'un produit alimentaire, tant sur le plan nutritionnel (baisse de la teneur en protéines, vitamines, etc.) qu'organoleptique (perte de saveur, de texture, de couleur), tout en augmentant son prix au litre ou au kilo.

Dans un contexte où l'inflation pèse déjà sur le pouvoir d'achat, les consommateurs marocains risquent de voir des produits de moindre qualité envahir le marché sans en être conscients.

Candy se réinvente au Maroc : une nouvelle identité et des innovations dévoilées à Casablanca

Candy, marque emblématique de l'électroménager, entame une nouvelle ère au Maroc en dévoilant une identité visuelle modernisée et une gamme de produits à la pointe de l'innovation. À l'occasion d'un événement exclusif organisé à Casablanca, la marque a présenté sa transformation devant un parterre d'acteurs du secteur, de distributeurs et de représentants des médias.

Cette refonte ne se limite pas à un simple changement esthétique. Selon Hajar Bellamine, Directrice Générale de Haier Maroc, Candy ambitionne de « proposer des produits toujours plus intuitifs et performants » afin de simplifier le quotidien des consommateurs et de répondre aux exigences des modes de vie modernes. Ce repositionnement stratégique illustre la volonté de la marque d'intégrer davantage de connectivité et d'ergonomie dans ses équipements, tout en conservant son accessibilité.



Candy entend également se rapprocher davantage des consommateurs marocains à travers une communication ciblée et adaptée à leurs valeurs.



Conso & Environnement



Sound Energy se prépare à relancer les forages gaziers au Maroc

Après plus de cinq ans d'absence, Sound Energy se prépare à reprendre les forages au Maroc, se concentrant sur la concession de Tendrara. Graham Lyon, PDG de l'entreprise, a récemment indiqué que l'entreprise attend l'approbation des autorités marocaines pour prolonger ses licences sur les sites de Grande Tendrara et Anoual. En 2025, les premiers forages sont prévus sur ces puits, financés par Mana Energy, une filiale du groupe Managem, qui soutient le développement de cette ressource stratégique.

Le projet de gaz naturel liquéfié (GNL), qui a pris du retard en raison de problèmes de fabrication et de perturbations dans les chaînes d'approvisionnement, est toujours dans les plans de Sound Energy. Lyon reste confiant que la production de GNL commencera en 2025, avec une première vente attendue à l'automne de cette année.

Un secteur halieutique en pleine vague de succès

En janvier 2025, la valeur des produits de la pêche côtière et artisanale au Maroc a enregistré une hausse remarquable de 22%, atteignant plus de 1,41 milliard de dirhams (MMDH). Cette performance témoigne de la vitalité du secteur halieutique, un pilier stratégique de l'économie nationale.

Le secteur de la pêche côtière et artisanale démarre l'année 2025 sur une note positive, avec une augmentation significative de la valeur des produits commercialisés. Selon les données de l'Office National des Pêches (ONP), cette progression de 22% par rapport à janvier 2024 reflète une combinaison de facteurs favorables, notamment une meilleure gestion des ressources halieutiques, une demande accrue sur les marchés internationaux et une valorisation des produits de la mer.

Cette croissance intervient dans un contexte où le Maroc continue de renforcer sa position en tant que leader régional dans le domaine de la pêche durable. Les efforts déployés pour moderniser les infrastructures portuaires, améliorer les techniques de pêche et promouvoir des pratiques respectueuses de l'environnement portent leurs fruits, malgré les défis liés aux changements climatiques et à la préservation des écosystèmes marins.





Conso & Environnement

Pourquoi la sardine est-elle devenue un luxe au Maroc ?

Par La Rédaction

La petite sardine qui défie l'économie marocaine
Pêche miraculeuse ou prix abyssaux : le paradoxe marocain

Repos biologique : un impératif écologique mais un défi économique

La sardine, poisson emblématique des assiettes marocaines, connaît une flambée des prix sans précédent, suscitant des interrogations sur l'équilibre entre préservation écologique et justice économique. Alors que la période de repos biologique des sardines perturbe le marché, les pratiques spéculatives et l'intermédiation illégale amplifient les tensions. Quels sont les véritables enjeux derrière cette situation, et comment garantir l'accès équitable à ce produit essentiel pour des millions de Marocains ?

Le repos biologique, mis en place pour protéger les cycles reproductifs des sardines, constitue une réponse scientifique aux défis de surpêche. Dans les ports stratégiques comme Boujdour, Dakhla ou encore Agadir, cette période s'étend de six semaines à deux mois, visant à renouveler les stocks halieutiques. Si cette mesure

est indispensable pour préserver la durabilité de la ressource, elle réduit considérablement l'offre sur le marché, laissant le champ libre à la spéculation.

Les données montrent une baisse notable des captures de sardines, enregistrant un recul de 23 % en 2024. Cette diminution, bien que compensée par une hausse des prises de maquereaux et anchois, ne suffit pas à répondre aux besoins des consommateurs, particulièrement dans les régions centrales. En conséquence, les prix des sardines ont explosé, atteignant parfois 40 dirhams le kilogramme, soit le double des plafonds recommandés par les autorités.

Face à cette situation, la secrétaire d'État chargée de la pêche maritime, Zakia Driouch, a rappelé les efforts consentis pour améliorer les infrastructures de commercialisation. Avec la création de dizaines de marchés de gros et de points de vente à travers le pays, le gouvernement a tenté de rapprocher les produits de la

mer des consommateurs. Pourtant, ces efforts peinent à freiner les pratiques spéculatives dans les circuits informels, qui continuent de dominer une part significative du marché.

En outre, la fermeture temporaire de zones de reproduction, notamment au large d'Asfi, s'inscrit dans une stratégie globale visant à protéger les jeunes sardines. Cependant, ces mesures, même soutenues par des études scientifiques, soulèvent des questions sur leur impact économique à court terme pour les pêcheurs et les consommateurs. Les défis climatiques, tels que le réchauffement des eaux, aggravent les déséquilibres biologiques. Depuis janvier 2025, des mesures innovantes, comme la suspension des flottes côtières spécialisées le long des côtes d'Agadir, témoignent de l'urgence d'adapter les politiques publiques.

Cliquer sur l'image ou scanner le code QR pour continuer la lecture





Un trésor oublié de Casablanca retrouve sa splendeur : la Villa Carl Ficke

Par Basma Berrada

À Casablanca, une ville où modernité et histoire s'entrelacent, un joyau architectural oublié depuis des décennies renaît enfin : la Villa Carl Ficke.

Ce chef-d'œuvre de l'Art déco, construit dans les années 1920 pour l'homme d'affaires allemand Carl Ficke, témoigne d'une époque où la métropole marocaine se transformait en un laboratoire de modernité, façonné par des architectes européens inspirés par les courants artistiques en vogue. Aujourd'hui, après une restauration minutieuse, ce bâtiment emblématique rouvre ses portes, offrant une nouvelle vie à un patrimoine menacé par l'oubli.

Un témoin d'une époque révolue

La Villa Carl Ficke est bien plus qu'un simple bâtiment. Elle incarne l'effervescence du Casablanca du début du XXe siècle, une ville en pleine mutation où l'Art déco trouvait une expression singulière, mêlant influences européennes et locales. Avec ses lignes épurées, ses motifs géométriques et ses volumes audacieux, la villa symbolisait le dynamisme économique et culturel de l'époque. Cependant, avec les années, ce bijou architectural a été laissé à l'abandon, victime du manque d'entretien et des pressions immobilières croissantes. Dans une ville où le béton domine et où les constructions modernes effacent peu à peu les traces du passé, la Villa Carl Ficke semblait vouée à disparaître.

Une renaissance grâce à la mobilisation collective

C'est grâce à l'engagement d'associations de sauvegarde du patrimoine et au soutien d'investisseurs visionnaires que la villa a pu être sauvée. Restaurée avec soin pour préserver son authenticité, elle a été transformée en musée et espace culturel, un lieu où le public peut redécouvrir l'histoire de Casablanca et l'âge d'or du mouvement Art déco. Cette réhabilitation marque un tournant dans les efforts de préservation du patrimoine casablancais, souvent négligé au profit de projets immobiliers modernes.

Un signal pour d'autres initiatives patrimoniales

La renaissance de la Villa Carl Ficke s'inscrit dans un mouvement plus large visant à revaloriser le patrimoine bâti de Casablanca. Des sites emblématiques comme l'ancienne église du Sacré-Cœur ou le cinéma Rialto sont également en cours de réhabilitation. Pourtant, ces initiatives se heurtent à des défis majeurs, notamment le désintérêt de certains investisseurs privés et la pression foncière qui menace les bâtiments historiques.



Ramadan
Mubarak

رمضان مبارك



HKAYAT JEDDA - 3IF W FI9 - RED LBAL
ÉMISSIONS SPÉCIALES TOUT AU LONG
DU MOIS DE RAMADAN

LODj
L'OPINION DES JEUNES

@lodjmaroc



Dakhla inaugure une annexe de l'ISMAC pour former les talents de demain

Ce mois-ci, la ville de Dakhla, perle du sud marocain, a franchi une étape majeure dans sa quête de rayonnement culturel et cinématographique avec l'inauguration, d'une annexe régionale de l'Institut supérieur des métiers de l'audiovisuel et du cinéma (ISMAC).

Cette cérémonie, marquée par la présence du ministre marocain de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, Mohamed Mehdi Bensaïd, et de la ministre française de la Culture, Rachida Dati, témoigne de l'ambition commune du Maroc et de la France de renforcer leur coopération culturelle. Cette nouvelle structure vient enrichir l'offre de formation dans les métiers de l'audiovisuel et du cinéma à Dakhla.

Rabat : la Cinémathèque marocaine ouvre ses portes



La Cinémathèque marocaine a été inaugurée à Rabat sous la présidence du ministre de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, Mohamed Mehdi Bensaïd.

Le Maroc franchit une nouvelle étape dans la préservation et la valorisation de son patrimoine cinématographique avec l'inauguration officielle de la Cinémathèque marocaine, située au sein du Centre cinématographique marocain (CCM) à Rabat.

Cette cérémonie, qui s'est tenue le 15 février, a été présidée par Mohamed Mehdi Bensaïd, ministre de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, en présence de nombreuses figures emblématiques du monde de l'art et de la culture.

Inspirée des grandes cinémathèques internationales, cette institution ambitionne de devenir un véritable sanctuaire du cinéma national.

Elle se donne pour mission de conserver, restaurer et promouvoir les œuvres cinématographiques marocaines, tout en offrant au public une programmation variée incluant des films internationaux, arabes et africains.





L'exposition et le musée de la Sirah du Prophète adaptent ses horaires pour le Ramadan

À l'occasion du mois sacré de Ramadan, l'Organisation du Monde Islamique pour l'Éducation, les Sciences et la Culture (ICESCO), en partenariat avec la Rabita Mohammadia des Oulémas, a annoncé l'ajustement des horaires de visite de l'exposition et du musée international de la Sirah du Prophète et de la civilisation islamique. Ces nouveaux horaires, valables du 1er au 21 mars 2025, permettront aux visiteurs de profiter de cette expérience unique entre 10h30 et 16h30, tous les jours sauf le lundi.

Organisée sous le Haut patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, cette exposition se distingue par son caractère inédit. Elle est la première de ce genre à être organisée en dehors des frontières de l'Arabie Saoudite. Depuis son inauguration le 28 novembre 2022, elle a attiré plus de cinq millions de visiteurs, confirmant son statut de destination culturelle et spirituelle incontournable. L'objectif principal de cette initiative est de promouvoir les valeurs fondamentales de l'Islam, telles que la justice, la paix, la tolérance et la coexistence...

Le cri du cœur de Gad Elmaleh face à l'indisponibilité des théâtres au Maroc

Après plusieurs années consacrées à divers projets, Gad Elmaleh, l'un des humoristes francophones les plus emblématiques, fait son grand retour sur scène avec un nouveau spectacle intitulé « Lui-même ».

Fidèle à son style mêlant humour et introspection, l'artiste a déjà rencontré un franc succès à Paris, où il a donné 14 représentations à guichets fermés. Dimanche dernier, il a dévoilé les dates de sa tournée internationale, qui passera par de nombreux pays, tels que la France, la Belgique, les États-Unis, le Royaume-Uni et les Émirats arabes unis. Mais une absence notable a suscité la surprise et la déception de nombreux fans : le Maroc, son pays natal.

Dans les commentaires sous sa publication annonçant la tournée, des centaines de fans marocains ont exprimé leur incompréhension face à l'absence de dates dans leur pays. Gad Elmaleh, touché par cette réaction, a pris la parole sur les réseaux sociaux pour expliquer la situation. Dans un message adressé à son public marocain, il a exprimé son étonnement et sa frustration face à l'indisponibilité des nouveaux théâtres de Rabat et Casablanca. Ces infrastructures, pourtant livrées depuis des mois, restent toujours fermées au public.

« *Je suis dans l'incompréhension de voir nos magnifiques théâtres de Casa et Rabat encore fermés* », a-t-il écrit, avant de conclure avec une pointe d'humour typiquement marocaine : « *Iwa Bazz !* »

**GAD
ELMALEH**
“LUI-MÊME”

A microphone on a stand is positioned next to the text. In the bottom right corner, there is a graphic of an open book with a hand pointing at it.

NOUVEAU SPECTACLE

♥ Coup de coeur

Saint-Valentin et bien-être : s'aimer, se chouchouter et célébrer l'amour sous toutes ses formes

Ah, la Saint-Valentin ! Certains l'adorent, d'autres la redoutent, mais une chose est sûre : c'est l'occasion parfaite pour parler d'amour... et de bien-être. Car après tout, pourquoi attendre qu'une autre personne nous offre du bonheur quand on peut se l'accorder soi-même ?

S'aimer d'abord : le meilleur cadeau que l'on puisse se faire
L'amour de soi, ce n'est pas un slogan new-age, c'est la clé d'un bien-être durable. Alors, pourquoi ne pas profiter du 14 février pour se chouchouter ? Offrez-vous

Un cadeau, une expérience, un moment rien qu'à vous. Voici quelques idées :

- Un cadeau que vous auriez aimé recevoir : Un bijou, un livre inspirant, une bougie parfumée ou même un bon pour un massage... Soyez votre propre Cupidon !
- Un moment cocooning : Bain chaud, masque de soin, playlist douce... Faites de votre soirée un vrai rituel bien-être.
- Un dîner solo ou en famille : Qui a dit que la Saint-Valentin était réservée aux couples ? Célébrez l'amour sous toutes ses formes : un bon repas avec vos enfants, vos parents, ou même un tête-à-tête avec votre série préférée.
- Un geste d'amour pour son bien-être mental : Pourquoi ne pas écrire une lettre à soi-même, pleine de bienveillance et de gratitude ? Relisez-la les jours où vous en avez besoin.

Cupidon, ce farceur en culotte courte

Mais au fait, d'où vient cette histoire d'amour et de flèches magiques ? Cupidon, ce petit ange joufflu, est en réalité un sacré coquin. Dans la mythologie romaine, il est le fils de Vénus, déesse de l'amour, et passe son temps à décocher des flèches enchantées pour faire tomber les gens amoureux... parfois au bon moment, parfois au pire ! Un vrai petit fauteur de troubles.

L'une de ses plus célèbres histoires le met en scène avec Psyché, une mortelle d'une beauté renversante. Pris à son propre jeu, il en tombe fou amoureux mais doit cacher son identité. Évidemment, tout finit bien (après quelques péripéties), et les dieux accordent à Psyché l'immortalité pour qu'elle puisse vivre aux côtés de Cupidon.

Comme quoi, même les dieux ont des relations compliquées ! L'amour, c'est tous les jours...



Par Sophia El Khensae Bentamy

Que vous soyez en couple, célibataire ou entre amis, la Saint-Valentin est surtout une excuse pour répandre de l'amour : à soi, aux autres, et même à ce petit Cupidon qui fait parfois des siennes. Alors, profitez de cette journée pour célébrer ce qui vous fait du bien, sans pression ni clichés.

Et si une flèche vous atteint en plein cœur, assurez-vous qu'elle vous mène d'abord vers l'amour de vous-même !

Et au Maroc, alors ?

Au Maroc, la Saint-Valentin est une fête qui divise : certains la célèbrent avec enthousiasme, d'autres la voient comme une tradition importée.



Qu'on la fête ou non, l'essentiel reste de cultiver l'amour et le bien-être chaque jour, sans attendre le 14 février

♥ Coup de coeur

Merci, Donald

Par Anwar Cherkaoui

**Il y a des hommes,
Qui pensent briser les règles,
Mais resserrent les chaînes,
Sur leurs propres poignets.**

**Pour ceux qui aiment encore lire :
Poème de Dr Anwar CHERKAOUI**

Il y a des empires,
Qui veulent étendre leur ombre,
Mais révèlent la lumière,
Qu'ils voulaient étouffer.

Et toi, Donald,
Tu te dresses comme un titan
grotesque,
Hurlant ta puissance aux cieux,
Mais chaque mot que tu lâches,
Rebondit et vient te gifler.

L'orgueil, poison lent,
Un venin qui s'infiltre,
Goutte à goutte,
Dans l'âme des nations.

L'Amérique, jadis étoile,
Vacille sous son propre poids,
Elle montre ses crocs,
Mais qui aurait cru,
Que derrière,

Se cachent des caries prêtes à
tomber ?

L'effet boomerang,
Loi implacable,
Tu frappes fort ?
Attends le retour,
Il sera brutal.

Les géants ne tombent pas,
Sous les coups d'autres géants,
Ils s'effondrent sous l'ombre,
Qu'ils ont méprisée trop longtemps.

Dans la poussière des humiliés,
Dans le silence des asservis,
Grandissent des forces
insoupçonnées,
Elles avancent,
Sans bruit,
Sans rage,
Mais avec une seule idée :
Ne plus plier.

Merci, Donald,
D'avoir réveillé les endormis,
D'avoir allumé la flamme,
Dans les yeux de ceux
Que tu pensais soumis.

Non, tu n'es pas la cause de la chute,

Juste le fou
Qui a accéléré le désastre.
Car l'Histoire est une amante cruelle,
Elle laisse croire à l'immortalité,
Puis, d'un souffle,
Elle pousse les arrogants dans
l'abîme.

L'Amérique titube,
Les alliances se fissurent,
Les murmures grondent,
Un vent nouveau se lève.

Pas de drapeau,
Pas de visage,
Mais une somme d'humiliations,
Une armée de trahisons,
Une révolte qui trop longtemps s'est
tue.

Adieu, l'Oncle Sam,
Le monde tangue,
Sur la musique que Donald
A lui-même composée.

**Ce poème dresse un portrait critique
de Donald Trump et de son impact
sur l'Amérique et le monde.**





Edito

Politique internationale

Ahmed Naji

Le vent qui tourne

La guerre d'Ukraine va vers sa fin et, avec elle, les illusions d'une Union européenne se forgeant une stature de grande puissance sur la scène internationale.

Celle menée par Israël contre les Palestiniens, si ce n'est à Gaza, c'est en Cisjordanie, est prolongée à basse intensité par un gouvernement Netanyahu conscient que le dernier mot sur ce conflit ne lui revient plus.

A Kiev, Tel-Aviv et dans les capitales européennes, le spectacle du char Trump écrasant sur son passage les dépenses, considérées comme vaines pour les Etats-Unis, suscite lamentations et désespoir. Le président ukrainien Zelensky s'est dit prêt à renoncer au pouvoir contre l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan, provoquant ainsi un éclat de rire à Moscou et Washington.

Le refus de l'intégration de l'Ukraine à l'Otan est l'une des principales motivations de l'offensive militaire russe déclenchée il y a trois ans.

Ce n'est pas, après avoir remporté le conflit sur le terrain, que Moscou va reculer à ce sujet.

Volodymyr Zelensky n'a, par ailleurs, aucun fauteuil présidentiel à céder, son mandat étant échu depuis la mi-2024. Un fait que les présidents russe et américain n'ont pas manqué de lui rappeler. Sur la scène européenne de cette tragicomédie, le spectacle n'en est pas moins affligeant. Faisant la



queue devant la Maison blanche pour plaider la cause de l'Ukraine auprès du maître des horloges, Donald Trump, le président polonais, Andrzej Duda, a été reçu le 22 février, le président français, Emmanuel Macron, deux jours plus tard, et le premier ministre britannique, Keir Starmer, cinq jours après.

Le palme de la prestation la plus ahurissante revient, cependant, au président Macron, qui a déclaré vouloir dire à Trump : « tu ne peux pas être faible face au président Poutine. C'est pas toi, c'est pas ta marque de fabrique » !!!

Pour rappel, Poutine ne répond plus aux appels téléphoniques de Macron depuis déjà longtemps. L'Allemagne, qui a carrément tourné le volant à droite lors du scrutin du 23 février, est toutefois déchirée entre un CDU venu en tête des élections et dirigé par Friedrich Merz, ardent russophobe devant le Créateur, et un AfD d'extrême-droite, second au classement et mené par Alice Weidel, qui ne veut plus de discordes avec la Russie.

Plus sournois, le premier ministre israélien Netanyahu tente de cacher à ses compatriotes qu'Israël est devenu le 51 Etat des Etats-Unis, puisque, comme l'a révélé la guerre de Gaza, sa sécurité en dépend entièrement. Il est, donc, évident que toutes les décisions soient désormais prises à Washington. Pour ne rien arranger, des pays arabes comme l'Arabie saoudite, l'Egypte et la Jordanie, que l'on peut difficilement accuser de sympathie envers le Hamas palestinien, ont été amenés à faire front contre le projet de Trump de déplacer les habitants de Gaza vers le Sinaï et la Jordanie.

Face à cette inattendue levée de boucliers, Trump a dû tempérer ses ardeurs de promoteur immobilier.

Le vent a tourné et l'échiquier géopolitique est en cours de recomposition sous un format tripolaire, Etats-Unis-Russie-Chine.

Quand les lions se battent, les loups dînent bien.



L'ODJ WEB TV - EN DIRECT

INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

LIVE STREAMING



lastique : recette du shampoing solide maison: Écologique, économique et naturel, le shampoing solid



www.lodj.ma - www.lodj.info - pressplus.ma



+212 666-863106

@lodjmaroc



REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS



SCAN ME!



Politique internationale

Américains et Européens se querellent à Munich

Les Etats-Unis de Donald Trump veulent la fin du conflit en Ukraine, en écartant des négociations avec la Russie les pays européens. L'Occident, en crise, s'est donné en spectacle lors de la conférence de Munich sur la sécurité.

Par Ahmed Naji

Le nouvel empire de la force

« La menace qui me préoccupe le plus vis-à-vis de l'Europe n'est ni la Russie, ni la Chine, ni aucun autre acteur extérieur », a déclaré, le 14 février, le vice-président américain, James David Vance, lors d'un discours prononcé lors de la conférence de Munich sur la sécurité, qui s'est déroulée du 14 au 16 février. « Ce qui m'inquiète, c'est la menace qui vient de l'intérieur : le recul de l'Europe par rapport à certaines de ses valeurs les plus fondamentales, des valeurs partagées avec les Etats-Unis d'Amérique », a-t-il ajouté. Il n'en fallait pas plus pour susciter l'ire des dirigeants européens, un sentiment encore plus exacerbé par l'annonce faite, le 15 février, par l'émissaire de Donald Trump pour l'Ukraine, Keith Kellogg, selon lequel ni les Ukrainiens, ni les Européens n'alleraient être présents aux négociations entre les Etats-Unis et la Russie sur l'arrêt de la guerre en Ukraine.

Le mur des lamentations

« La démocratie pour l'ensemble de l'Europe a été remise en question par le vice-président américain », s'est insurgé le ministre allemand de la défense, Boris Pistorius. « Il parle de l'anéantissement de la démocratie. Et si je l'ai bien compris, il compare les conditions dans certaines parties de l'Europe avec celles de régions autoritaires... Ce n'est pas acceptable ».

On s'imagine les dirigeants des pays du Sud global, auxquels les Européens se plaisent à donner des leçons de démocratie, s'esclaffer de rire.

« Il n'y a aucune façon de mener des discussions ou des négociations sur l'Ukraine, sur l'avenir de l'Ukraine ou sur la structure de sécurité européenne, sans les Européens », a tenu à souligner le président finlandais, Alexander Stubb.

Une position partagée par le ministre français des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot : « seuls les Ukrainiens peuvent décider d'arrêter de combattre, et nous les soutiendrons tant qu'ils n'auront pas pris cette décision ».

Quelque peu rassuré par ces déclarations, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, s'est montré plus vaillant : « l'Ukraine n'acceptera jamais des accords dans notre dos sans notre participation, et la même règle devrait s'appliquer à l'ensemble de l'Europe.



Le gala des bafoués

Le chef de la diplomatie française, pour qui « un vent d'unité souffle sur l'Europe », en a profité pour annoncer la tenue, le 17 février, d'une réunion des sept principaux pays européens (France, Grande Bretagne, Allemagne, Espagne, Italie, Pays Bas, Danemark) à Paris pour discuter de la sécurité européenne, à laquelle a appelé le président Emmanuel Macron.

« Nous considérons qu'il y a, en conséquence de l'accélération sur le dossier ukrainien, en conséquence aussi de ce que disent les dirigeants américains, une nécessité pour les Européens de faire plus, mieux et de manière cohérente pour notre sécurité collective », a estimé le chef de l'Etat français.

Pour ne pas être en reste, le président Zelensky s'est fendu d'une proposition pleine de volontarisme : « Nous devons construire les forces armées de l'Europe afin que l'avenir de l'Europe ne dépende que des Européens et que les décisions concernant l'Europe soient prises en Europe ».

Au-delà de l'effet de manche, il est évident que l'Ukraine n'a ni les moyens financiers, ni militaires, d'apporter sa pierre à cet édifice toujours théorique.

Les pays membres de l'UE comptent, il est vrai, investir 500 milliards d'euros dans la défense au cours de la prochaine décennie, mais ne sont toujours pas parvenu à se mettre d'accord sur les moyens de s'y prendre ensemble.



Les Tartarin de Tarascon

Personne n'a accordé grand crédit aux propos du secrétaire général de l'Otan, Mark Rutte, concernant la possibilité pour l'Ukraine de rejoindre encore l'Alliance atlantique. Si les Etats-Unis s'y opposent, les Ukrainiens n'y adhéreraient jamais.

Déconcertés par les prises de position de la nouvelle administration Trump, les Européens semblent s'agiter comme des poulets sans têtes.

« Nous sommes prêts et disposés à contribuer aux garanties de sécurité pour l'Ukraine en envoyant nos propres troupes sur le terrain si nécessaire », a lancé le premier ministre britannique, Keir Starmer.

Enhardi par cette déclaration, la cheffe de la diplomatie suédoise, Maria Malmer, a aussitôt emboîté le pas. La Suède n'exclut pas d'envoyer des troupes en Ukraine.

Ce n'est pas sans rappeler le personnage principal de la fable d'Alphonse Daudet, *Tartarin de Tarascon*, l'infortuné chasseur de lions. Pendant ce temps, les peuples du Sud global profitent du spectacle de la déconfiture d'un Occident, désormais morcelé, et s'apprentent à lui donner des leçons sur les vertus de la paix.



Politique internationale

Gaza : une paix fragile sous le feu des tensions

Par Mamoune Acharki

La bande de Gaza, territoire palestinien sous blocus israélien depuis plus de 15 ans, a une fois de plus été secouée par une escalade de violence. Le dimanche 16 février, l'armée israélienne a mené une frappe aérienne ayant ciblé « plusieurs individus armés », selon ses propres déclarations.

Frappe meurtrière à Gaza : une paix fragile sous le feu des tensions

Ces derniers auraient été soupçonnés de se diriger vers des troupes israéliennes stationnées à la frontière. De son côté, le Hamas, mouvement islamiste au pouvoir dans la bande de Gaza, a dénoncé une « grave violation » du cessez-le-feu en vigueur, accusant Israël de chercher à intensifier les tensions dans la région.

Cet incident, bien qu'il puisse sembler isolé, illustre une réalité plus large : la fragilité chronique des trêves conclues entre Israël et les factions palestiniennes. Depuis la dernière guerre de mai 2021, plusieurs accords de cessez-le-feu ont été négociés, souvent grâce à la médiation de l'Egypte et du Qatar. Cependant, ces accords sont régulièrement rompus, que ce soit par des tirs de roquettes depuis Gaza ou par des frappes israéliennes en réponse. Le cycle de violence, bien connu des observateurs, semble s'autoalimenter, plongeant la région dans une instabilité permanente.

L'attaque de ce dimanche n'est pas anodine. Elle intervient dans un contexte de tensions accrues, marqué par des affrontements fréquents en Cisjordanie occupée et une répression israélienne de plus en plus sévère contre les Palestiniens. Selon des organisations humanitaires, les violences dans les territoires palestiniens ont atteint un niveau alarmant en 2024, faisant de cette période l'une des plus meurtrières de la dernière décennie.

À Gaza, où la population vit déjà dans des conditions désastreuses en raison du blocus, chaque nouvelle frappe ne fait qu'aggraver une situation humanitaire déjà critique.

Pour comprendre les enjeux de cet événement, il est essentiel de revenir sur les termes du cessez-le-feu. Ces accords, bien qu'ils permettent d'éviter des guerres à grande échelle, ne traitent jamais les causes profondes du conflit. Les Palestiniens réclament la fin de l'occupation israélienne, la levée du blocus de Gaza, et la reconnaissance de leurs droits nationaux, notamment la création d'un État indépendant.

De son côté, Israël justifie ses actions par des préoccupations sécuritaires, affirmant qu'il ne peut tolérer la présence de groupes armés hostiles à ses frontières. Cette asymétrie dans les revendications et les rapports de force explique pourquoi chaque cessez-le-feu est voué à rester précaire.

En outre, les États-Unis, alliés historiques d'Israël, continuent de soutenir l'État hébreu tout en appelant à la retenue. Cependant, leur influence dans la région a diminué ces dernières années, notamment face à l'émergence d'autres acteurs comme la Chine et la Russie, qui cherchent à jouer un rôle dans le processus de paix. Les pays arabes, bien que critiques envers Israël, sont divisés sur la question palestinienne. Certains, comme les Emirats arabes unis, ont normalisé leurs relations avec Tel-Aviv dans le cadre des Accords d'Abraham, tandis que d'autres, comme l'Egypte, se positionnent en médiateurs sans pour autant exercer de pression suffisante pour obtenir des avancées concrètes.



Les incertitudes restent nombreuses, et le chemin vers la paix semble encore semé d'embûches...

Un autre aspect souvent négligé dans l'analyse du conflit est l'impact psychologique sur les populations civiles. À Gaza, les enfants, qui représentent près de la moitié de la population, grandissent dans un environnement marqué par la peur constante des bombardements. De l'autre côté, en Israël, les habitants des régions proches de la bande de Gaza vivent sous la menace permanente des tirs de roquettes. Cette spirale de peur et de haine rend toute perspective de réconciliation encore plus lointaine. Ainsi, la frappe meurtrière de ce dimanche montre une fois de plus que la paix reste un mirage dans la bande de Gaza. Tant que les causes profondes du conflit ne seront pas abordées, les cessez-le-feu continueront d'être des solutions temporaires...



Cliquez sur l'image, afin de lire l'intégralité de l'article



Politique internationale

La guerre « invisible » en RDC

Par Ahmed Naji

Bukavu, ville située à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), est tombée, le 14 février, aux mains des combattants du Mouvement du 23 mars (M23). La guerre pour le contrôle des minéraux nécessaires aux nouvelles technologies, qui se poursuit depuis 2022, est pourtant peu médiatisée.

Après la chute de Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu, à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), investie le 26 janvier par les combattants rebelles du Mouvement du 23 mars (M23), c'est au tour de Bukavu, 2ème plus grande ville de ladite province, d'être capturée, le 14 février, par les rebelles congolais, soutenus par le Rwanda.

L'information a été confirmée à l'agence de presse française AFP par Corneille Nangaa, chef de l'Alliance du fleuve Congo (AFC), dont fait partie le M23.

Les rebelles du M23 avaient pourtant annoncé, le 3 février, un cessez-le-feu unilatéral pour des raisons humanitaires, que le gouvernement congolais avait qualifié, le lendemain, de « fausse communication ». Lawrence Kanyuka, porte-parole des rebelles du M23, avait même déclaré : « il doit être clair que nous n'avons aucune intention de prendre Bukavu ou d'autres zones ».

Malgré l'intervention de l'aviation militaire, l'armée de la RDC (FARDC) semble dans l'incapacité de stopper l'élan des combattants du M23, soutenus par quelques 4.000 soldats rwandais. Ces derniers semblent autrement plus combattifs et efficaces que les mercenaires roumains à la solde de la RDC, qui se sont rendus massivement lors de la prise de Goma.

Le président de la RDC, Félix Tshisekedi, rentré à Kinshasa en catastrophe de Munich, où il assistait à une conférence sur la sécurité, a violemment critiqué la communauté internationale, incapable selon lui, d'arrêter l'avance des troupes rebelles et rwandaises dans l'Est de son pays.

« Cela pose la question des Nations unies, qui sont devenues pour moi une organisation à deux vitesses selon que l'on fait partie des (pays) puissants ou privilégiés ou que l'on fait partie des (pays) faibles et défavorisés », a-t-il déclaré.

12 casques bleus des Forces de réaction rapide, unité d'élite de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (Monusco), sont, pourtant, tombés au combat en défendant Goma.

Phénoménale incompétence

Arrivé au pouvoir le 25 janvier 2019, c'est-à-dire près de trois ans avant que le M23, créé en mai 2012 et réactivé en novembre 2021, ne reprenne les armes, Félix Tshisekedi ne remet nullement en question l'échec de sa gestion politique et militaire du conflit.

Cliquer sur l'image, afin de lire l'intégralité de l'article



Effondrement de l'armée de la RDC...

Comment est-ce qu'un pays, la RDC, qui compte une population de 109,7 millions d'habitants et une armée de 166.700 soldats, se fait-il malmener par une coalition politico-militaire, l'Alliance fleuve Congo, regroupement hétéroclite de 17 partis politiques et d'une centaine de bandes armées, dont la principale composante, le M23, ne dispose pourtant pas plus de 8.000 combattants ?

Il est à rappeler que les FARDC sont appuyés par 15.000 casques bleus et 2.900 soldats sud-africains.

Le Rwanda, qui soutient ladite rébellion, selon plusieurs rapports de l'Onu, n'est lui-même qu'un pays d'à peine 13,9 millions d'habitants et dont l'effectif de l'armée ne dépasse pas les 33.000 soldats.



La malédiction des richesses minières...



Politique internationale

Algérie : l'art de se créer des ennemis imaginaires

L'un des événements marquants de l'année 2024 qui s'achève est la chute du régime syrien, qui tient plus d'un accord entre puissances que d'une révolution. La carte du Moyen-Orient est redessinée, avec une Syrie dépecée et amoindrie.

9.000 journalistes aux trousses de l'Algérie : une paranoïa institutionnelle à son comble

Une affirmation qui a rapidement suscité des moqueries, mais aussi des interrogations sur l'état d'esprit des dirigeants algériens. Comment un pays peut-il s'imaginer être la cible d'une conspiration mondiale orchestrée par des milliers de professionnels des médias ? L'absurdité de cette déclaration n'a d'égal que les efforts déployés par le régime algérien pour détourner l'attention de ses propres défaillances internes.

Cette sortie médiatique s'inscrit dans un contexte régional particulièrement tendu. Depuis plusieurs années, l'Algérie semble s'enfermer dans une posture défensive, oscillant entre victimisation et hostilité envers ses voisins, notamment le Maroc. La récente propagation d'une rumeur sur le prétendu décès du roi Mohammed VI en est l'exemple parfait. Lancée par des médias proches du régime algérien, cette fausse information a été démentie avec fermeté par le Palais royal marocain, qui a rappelé que le souverain jouit d'une bonne santé. Cet épisode, loin d'être isolé, reflète une stratégie récurrente d'Alger : détourner l'attention des nombreux défis internes en alimentant des polémiques externes.

Mais pourquoi une telle obsession ? Pour comprendre, il faut remonter à la rivalité historique entre l'Algérie et le Maroc. Alors que le royaume chérifien s'affirme comme un acteur incontournable sur la scène internationale, grâce à une diplomatie proactive et des réformes économiques ambitieuses, l'Algérie semble stagner.



Les tensions autour du Sahara occidental, exacerbées par le soutien d'Alger au Front Polisario, ne font qu'aggraver cette rivalité. Dans ce contexte, les déclarations farfelues comme celle des « 9.000 journalistes conspirateurs » apparaissent comme une tentative désespérée de justifier les échecs du régime algérien en pointant du doigt des ennemis imaginaires.

Par ailleurs, cette posture nuit gravement à la crédibilité de l'Algérie. Contrairement à d'autres pays confrontés à des campagnes de désinformation, Alger semble incapable de répondre de manière rationnelle.

À titre de comparaison, des nations comme la France ou les États-Unis, souvent ciblées par des fake news, privilégient une approche basée sur la transparence et la communication stratégique. L'Algérie, en revanche, choisit la surenchère et l'exagération, ce qui ne fait qu'accentuer son isolement diplomatique.

Ainsi, en focalisant l'attention sur des menaces extérieures fictives, le régime algérien évite d'aborder les véritables problèmes auxquels le pays est



Par Mamoune Acharki



confronté. Chômage endémique, corruption, crise économique... Les défis sont immenses, mais peu de solutions concrètes sont proposées. Pire encore, cette stratégie de diversion risque d'aggraver le fossé entre les dirigeants et la population, de plus en plus méfiante envers les discours officiels.

Cette déclaration sur les « 9.000 journalistes » illustre à la fois la paranoïa institutionnelle du régime algérien et son incapacité à affronter ses propres défis. Si l'Algérie souhaite réellement améliorer son image à l'international, elle devra commencer par réformer en profondeur son système politique et économique, plutôt que de chercher des boucs émissaires à l'extérieur.

À court terme, il est peu probable que cette stratégie change, mais à long terme, le régime devra faire face à une réalité incontournable : on ne peut pas bâtir une nation sur des illusions.



Politique internationale

L'Allemagne est-elle encore un modèle ?

Par Ahmed Naji

Les élections législatives du 23 février en Allemagne ont donné le CDU, parti démocrate-chrétien, vainqueur. Son leader et prochain chancelier, Friedrich Merz, partisan de la poursuite de la guerre en Ukraine, parviendra-t-il à redresser l'économie allemande.

Le score de 28,6% de voix récoltées aux élections législatives allemandes par le parti démocrate-chrétien, tout en faisant de cette formation politique de droite le vainqueur du scrutin, oblige son leader et futur chancelier d'Allemagne, Friedrich Merz, à constituer une coalition pour pouvoir gouverner. De par la nature même du système électoral en Allemagne, le scrutin proportionnel, aucune formation politique ne peut prétendre à la majorité pour gouverner seule.

Il est d'ores et déjà certain que le parti venu second aux élections allemandes avec 20,8% des votes, l'Alternative für Deutschland (AfD), étiqueté d'extrême droite, ne sera pas invité par la CDU à faire partie de la coalition. Cette formation politique, sentant le souffre, a toutefois réussi à obtenir son meilleur score électoral depuis sa création, il y a une douzaine d'années.

La coalition blanc bonnet, après celle bonnet blanc

Le conservateur Friedrich Merz n'aura, donc, d'autre choix pour constituer son gouvernement que de faire appel aux élus du parti social-démocrate (SPD), dirigé

par le chancelier sortant Olaf Shulz, même si cette formation politique a enregistré son pire score électoral en plus d'un siècle d'existence, n'ayant pas réussi à récolter plus de 16,4% des voix.

Nombre de médias prédisent que la CDU va faire appel aux Verts, qui ont aussi reculé à 11,6% des votes. C'est, cependant, ne pas tenir compte de la position du principal allié de la CDU, le parti démocrate-chrétien présent uniquement en Bavière, la CSU, qui refuse catégoriquement la participation des Verts allemands à la future coalition.

Il faudrait à Friedrich Merz mobiliser 316 députés sur les 630 qui siègent à la Bundestag pour constituer sa coalition gouvernementale. L'on verra, lors des prochaines semaines, quelles concessions va-t-il accorder aux partis invités à rejoindre sa coalition et quelles promesses électorales laissera-t-il tomber à l'eau, pour y arriver.

La coalition des russophobes

Friedrich Merz va, cependant, profiter du point commun de la majorité des formations politiques allemandes actuellement : la russophobie et une franche volonté de continuer à soutenir l'Ukraine.

Cliquez sur l'image ou scanner le code QR, pour lire l'intégralité de l'article





Friedrich Merz, président du parti démocrate-chrétien allemand CDU

Etrangement, le parti d'extrême droite AfD, pourtant américanophile, ne nourrit pas la même aversion envers la Russie et s'inscrit dans la politique du président américain Donald Trump de mettre fin au conflit en Ukraine. Le seul autre parti allemand à adopter une position similaire à ce sujet, l'Alliance Sahra Wagenknecht - Pour la raison et la justice (BSW), n'a obtenu que 4,97 % des voix, juste sous le seuil des 5% qui permet de disposer de sièges à la Bundestag, le parlement allemand.

L'improbable défense européenne : Le futur chancelier allemand, Friedrich Merz, se fait le chantre d'une « capacité de défense européenne autonome » et projette d'augmenter le budget de l'armée allemande.

Cette tendance à accroître les dépenses militaires allemandes a été enclenchée par le chancelier sortant, Olaf Shulz, qui a porté, pour la première fois depuis la fin de la guerre froide, le budget de la défense à 2% du Pib, contre 1,46% auparavant..

Porter le budget de la défense à 2% du Pib n'est, en fait, que la mise en œuvre, tardive, d'une instruction de l'Otan, émise en 2014. Olaf Shulz a lancé, en 2022, un fonds de 100 milliards d'euros pour le réarmement de l'Allemagne, qui sera, cependant, épuisé lors de l'exercice 2027-2028. L'objectif affiché de cette dépense exceptionnelle est de faire de la Bundeswehr « la plus grande armée conventionnelle d'Europe ». De quoi donner des sueurs froides à tous ceux qui connaissent l'histoire récente de ce pays.

Les Américains, dehors et dedans

« Il est désormais crucial que l'Europe ait une position commune », a déclaré Friedrich Merz, qui ne se fait plus d'illusions sur l'Otan, estimant que cette alliance militaire, fondée en 1949, « pourrait ne pas survivre dans sa forme actuelle ».

« Je suis en contact étroit avec de nombreux premiers ministres et chefs d'États de l'Ue et pour moi, il est une priorité absolue de renforcer l'Europe le plus rapidement possible, afin que nous obtenions l'indépendance vis-à-vis des États-Unis, étape par étape », a déclaré Merz.

Il est, néanmoins, à rappeler que l'Allemagne n'accueille pas moins de 35.000 soldats américains sur les 26 bases installées sur son territoire.

Où trouver l'argent du réarmement ?

S'il est vrai que l'armée allemande manque cruellement de chars d'assaut et d'avions de combat, la question est de savoir où le futur chancelier Friedrich Merz compte-t-il puiser les fonds nécessaires à la poursuite du réarmement de l'Allemagne.

La constitution allemande est très stricte ; le déficit structurel de l'État fédéral ne peut pas dépasser les 0,35 % du Pib. Or, sans recours à l'endettement, il sera difficile à Friedrich Merz de continuer à consacrer 2% du Pib au budget de la défense, une fois le fonds lancé par Olaf Shulz épousé en 2027.

Special Ramadan

Un Ramadan sans tabac, même en soirée ?

Les fumeurs assidus devront se préparer : durant quinze jours, les bureaux de tabac du pays garderont leurs rideaux fermés. Cette interruption inédite résulte d'un mouvement de protestation initié par une association de buralistes, exaspérée par l'intransigeance du distributeur de cigarettes, qui refuse toute revalorisation de leur marge bénéficiaire.

Figée depuis près de quarante ans à environ 4 %, cette marge n'a pas suivi l'explosion des prix du tabac. Pour faire pression, les buralistes ont décidé de suspendre totalement la vente des produits durant cette période, envisageant même d'autres actions si aucun accord n'est trouvé. Leur revendication : une révision substantielle de leur rémunération et des relations commerciales plus justes, dans un contexte où la hausse des taxes et des impôts les pénalise lourdement.

À défaut d'un compromis avant la date annoncée – une issue qui semble peu probable – l'ensemble du réseau de distribution sera perturbé. Les premiers bénéficiaires de cette paralysie seront sans doute les circuits de contrebande, qui profiteront pleinement de la pénurie.

Après un avertissement resté sans effet il y a quelques mois, cette fois, les buralistes semblent décidés à aller au bout de leur bras de fer.

Pour eux, le sacrifice de quinze jours d'activité en vaut la peine, dans l'espoir d'obtenir des conditions plus avantageuses à long terme.



Special Ramadan

Ramadan : et si le jeûne était le secret d'un corps plus résistant ?

Un nettoyage en profondeur grâce au jeûne

Quand on jeûne, le corps se met en mode "économie d'énergie". Il arrête de digérer en continu et se focalise sur d'autres priorités, notamment le renouvellement cellulaire.

C'est là qu'intervient un phénomène fascinant : l'autophagie. En gros, nos cellules font du tri, recyclent ce qui ne fonctionne plus et se régénèrent.

Résultat ? Un système immunitaire plus efficace, prêt à réagir face aux agressions extérieures.

Certains scientifiques pensent même que ce processus pourrait ralentir le vieillissement et améliorer la résistance aux maladies chroniques.

Moins d'inflammation, un corps qui respire

Aujourd'hui, beaucoup de problèmes de santé viennent d'un excès d'inflammation. Stress, malbouffe, manque de sommeil... Tout cela pousse le corps à être constamment en état d'alerte.

Mais pendant le Ramadan, en réduisant l'apport calorique et en laissant du temps au système digestif pour se reposer, on donne aussi une pause à notre organisme.

Moins d'inflammation, c'est moins de risques de maladies comme le diabète, les troubles cardiovasculaires ou encore certaines maladies auto-immunes.

Un microbiote intestinal rééquilibré

On parle souvent du microbiote comme de notre "deuxième cerveau", mais il joue aussi un rôle crucial dans notre immunité.

Un microbiote en bonne santé, c'est une barrière plus solide contre les infections et une meilleure régulation du système immunitaire.

Avec le jeûne, l'équilibre entre les bonnes et les mauvaises bactéries dans l'intestin s'améliore. En clair, moins de ballonnements, une digestion plus fluide et surtout, un corps plus résistant face aux microbes.

Des défenses immunitaires plus réactives

Le jeûne impacte directement la production des cellules immunitaires, notamment les globules blancs, ces petits soldats qui protègent notre organisme.

En période de privation alimentaire, le corps se concentre sur l'essentiel : il produit moins de cellules vieillissantes et privilégie la création de nouvelles cellules immunitaires plus performantes.

Cette capacité d'adaptation permet non seulement d'être plus résistant aux infections, mais aussi de mieux lutter contre certaines maladies inflammatoires.

Comment optimiser les bienfaits du Ramadan sur l'immunité ? Bien sûr, pour que tout cela fonctionne, il ne suffit pas juste de jeûner.

Ce qu'on mange et comment on prend soin de notre corps entre iftar et suhoor joue un rôle clé.



Par Nisrine Jaouadi

Privilégier les aliments riches en antioxydants (fruits, légumes, noix), boire suffisamment d'eau, éviter les excès de sucre et de gras... Tout cela aide à maximiser les effets positifs du jeûne sur l'immunité.

Le sommeil est aussi un élément à ne pas négliger : un corps reposé est un corps plus apte à se défendre contre les agressions extérieures.

Le Ramadan, ce n'est pas juste une tradition spirituelle, c'est aussi un vrai cadeau pour notre organisme.

En laissant notre corps souffler, en lui permettant de se régénérer et en renforçant nos défenses naturelles, le jeûne joue un rôle clé dans le maintien de notre santé.



Le Ramadan, ce n'est pas juste une pause dans nos habitudes alimentaires, c'est aussi un vrai reset pour notre corps.

Special Ramadan

L'œuf à prix d'or : un casse-tête économique à l'approche du Ramadan

Par Adnane Benchakroun

Un aliment de base devenu symbole d'inflation

Une hausse des prix qui met les ménages sous pression

Éleveurs en difficulté, matières premières en hausse : les raisons d'une crise

Comment éviter une explosion des prix durant le Ramadan ?

L'œuf, reflet de la fragilité de notre modèle alimentaire

Longtemps considéré comme l'un des produits les plus accessibles pour les foyers marocains, l'œuf s'impose aujourd'hui comme un marqueur de la pression économique pesant sur les ménages. Passé en quelques années de moins de 1 dirham à près de 2 dirhams l'unité, il incarne une inflation alimentaire galopante, particulièrement ressentie à l'approche du Ramadan, période où sa consommation explose.

Plusieurs facteurs expliquent cette hausse spectaculaire des prix :

Coût des matières premières en forte

augmentation : L'alimentation des volailles, principalement importée, a subi de plein fouet les fluctuations des cours internationaux. Les céréales et le soja, indispensables à l'élevage, enregistrent des prix record.

Faillites d'éleveurs et baisse de production : La flambée des coûts a entraîné de nombreuses fermetures d'élevages, réduisant l'offre et créant des tensions sur le marché.

Coût du transport et marges intermédiaires : Les hausses des prix du carburant et les marges prises par les intermédiaires aggravent encore plus la situation pour le consommateur final.

Le mois sacré du Ramadan est une période de consommation intensive, où l'œuf est omniprésent dans les foyers. Avec une demande qui explose, le risque d'une pénurie ou d'une nouvelle flambée des prix inquiète les ménages déjà sous pression.

Face à cette situation, plusieurs scénarios sont envisageables :

Intervention des pouvoirs publics : Un soutien aux éleveurs pour stabiliser la production et éviter une envolée des prix pourrait être mis en place.

Régulation des marges et contrôle du marché : Une surveillance plus stricte des circuits de distribution permettrait de limiter la spéculation et les abus.

Encouragement de la production locale : Investir dans une autonomie alimentaire pour réduire la dépendance aux importations devient une nécessité stratégique.

Ce simple produit, autrefois banal, est désormais le symbole des vulnérabilités du système économique et agricole marocain. Il pose des questions essentielles : le Maroc peut-il garantir une sécurité alimentaire stable face aux crises mondiales ? La réponse passe par une réforme structurelle, où l'accès aux produits de base ne devrait pas être un luxe, mais un droit accessible à tous.



Special Ramadan

Ramadan et diabète : un mois sacré sous contrôle alimentaire

Le mois de Ramadan est un moment de spiritualité et de partage, marqué par le jeûne du lever au coucher du soleil. Mais pour les personnes atteintes de diabète, ce mois sacré peut représenter un défi majeur en raison des fluctuations glycémiques que le jeûne peut entraîner. Si certains patients diabétiques sont exemptés de l'obligation religieuse du jeûne, d'autres choisissent tout de même de le pratiquer, nécessitant ainsi une gestion rigoureuse de leur alimentation.

Par Salma Labtar

Écouter son corps et savoir s'arrêter

Le diabète, qu'il soit de type 1 ou de type 2, repose sur une gestion stricte de la glycémie. Pendant le Ramadan, la longue période de jeûne peut entraîner une hypoglycémie (baisse du taux de sucre dans le sang) ou, à l'inverse, une hyperglycémie (hausse du taux de sucre) après la rupture du jeûne. Ces variations peuvent être dangereuses et nécessitent un suivi médical strict.

D'après les spécialistes, il est essentiel que les patients diabétiques consultent leur médecin avant le début du Ramadan afin d'adapter leur traitement et d'établir un plan alimentaire personnalisé. Certains médicaments ou insulines doivent être ajustés pour éviter des complications.

Un régime alimentaire adapté : la clé d'un Ramadan en toute sécurité

Pour les diabétiques qui souhaitent jeûner, l'alimentation doit être soigneusement surveillée afin de maintenir un équilibre glycémique stable.

- S'hydrater correctement : Il est crucial de boire suffisamment d'eau entre l'iftar (rupture du jeûne) et le suhoor (repas avant l'aube) pour éviter la déshydratation, qui peut aggraver les problèmes de glycémie.
- Privilégier une rupture du jeûne en douceur : Les dattes, souvent consommées en début d'iftar, sont riches en sucres naturels. Si elles sont autorisées, elles doivent être consommées avec modération. Une soupe légère et une source de protéines maigres (comme du poisson ou du poulet) sont idéales pour éviter une montée brutale de la glycémie.
- Limiter les sucres rapides et les aliments gras : Les pâtisseries, sodas et frites très présents sur les tables ramadanesques doivent être évités ou consommés en quantité limitée. Leur

impact sur la glycémie peut être immédiat et entraîner des complications.

- Un suhoor équilibré : Le dernier repas avant le jeûne doit être riche en fibres (céréales complètes, légumes), en protéines (œufs, fromage, yaourt nature) et en bonnes graisses (avocats, noix) pour ralentir l'absorption des glucides et assurer une énergie stable tout au long de la journée.

Écouter son corps et savoir s'arrêter

Les spécialistes insistent sur l'importance de l'écoute de son corps. En cas de malaise, de signes d'hypoglycémie (sueurs froides, tremblements, fatigue intense) ou d'hyperglycémie (soif excessive, besoin fréquent d'uriner), il est impératif d'interrompre le jeûne et de réajuster son alimentation et son traitement.

Le jeûne du Ramadan n'est pas une obligation pour les personnes dont la santé est en danger. L'Islam prévoit des alternatives, comme le fait de nourrir une personne dans le besoin en compensation.



Lettre ouverte à Monsieur Bruno Retailleau Ministre de l'Intérieur français

Par Adnane Benchakroun

Monsieur le Ministre,

Nous avons appris avec une vive inquiétude votre volonté d'expulser vers notre pays des individus sous le coup d'une Obligation de Quitter le Territoire Français (OQTF), alors même qu'ils sont fichés S pour radicalisation ou déjà condamnés pour des faits graves. Cette démarche pose une question de fond : pourquoi devrions-nous, en tant que nation souveraine, récupérer sur notre sol des individus considérés comme dangereux par la France elle-même ?

Votre décision soulève plusieurs problèmes, tant sur le plan sécuritaire que juridique et moral.

Ces personnes, si elles représentent une menace pour la France, en représenteront une tout autant, sinon plus grande, pour notre pays. La France, dotée de moyens de surveillance et d'un appareil sécuritaire solide, juge ces individus problématiques. Comment alors attendre d'un autre pays qu'il prenne en charge cette menace avec des moyens souvent moindres, et sans les éléments précis du dossier



permettant une surveillance efficace ?

En agissant ainsi, la France semble vouloir se délester d'un problème en le transférant ailleurs, sans réelle considération pour la sécurité de ses partenaires. Or, la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme ne peut se résumer à une simple politique d'expulsion : c'est une responsabilité partagée qui exige coopération et respect mutuel.

Le principe des OQTF repose sur l'illégalité du séjour en France. Mais lorsqu'un individu est fiché S ou condamné pour des faits criminels, l'enjeu dépasse largement la question administrative. Si ces personnes sont réellement dangereuses, pourquoi ne pas les juger et les condamner en France, là où elles ont potentiellement commis leurs actes ? Une telle politique semble ignorer un principe fondamental du droit : celui de la responsabilité pénale.

La France ne peut pas se contenter d'expulser des individus au lieu de les juger et de les sanctionner. Une justice effective doit s'appliquer là où les infractions ont été commises, et non être externalisée à d'autres États. L'idée que notre pays puisse être un simple réceptacle pour des individus jugés indésirables ailleurs est une atteinte à notre souveraineté. Nous refusons de devenir le terrain d'accueil de personnes dont la dangerosité est avérée, simplement parce qu'elles ont un lien administratif ou une origine avec notre nation. Notre pays mène déjà sa propre lutte contre le radicalisme et le terrorisme. Il n'a pas vocation à recevoir, malgré lui, des personnes qui n'ont pas respecté les lois d'un autre État et qui y sont considérées comme une menace.

Cette approche asymétrique, où la France se débarrasserait d'un problème en le déplaçant, est contraire aux principes de coopération et de respect mutuel.

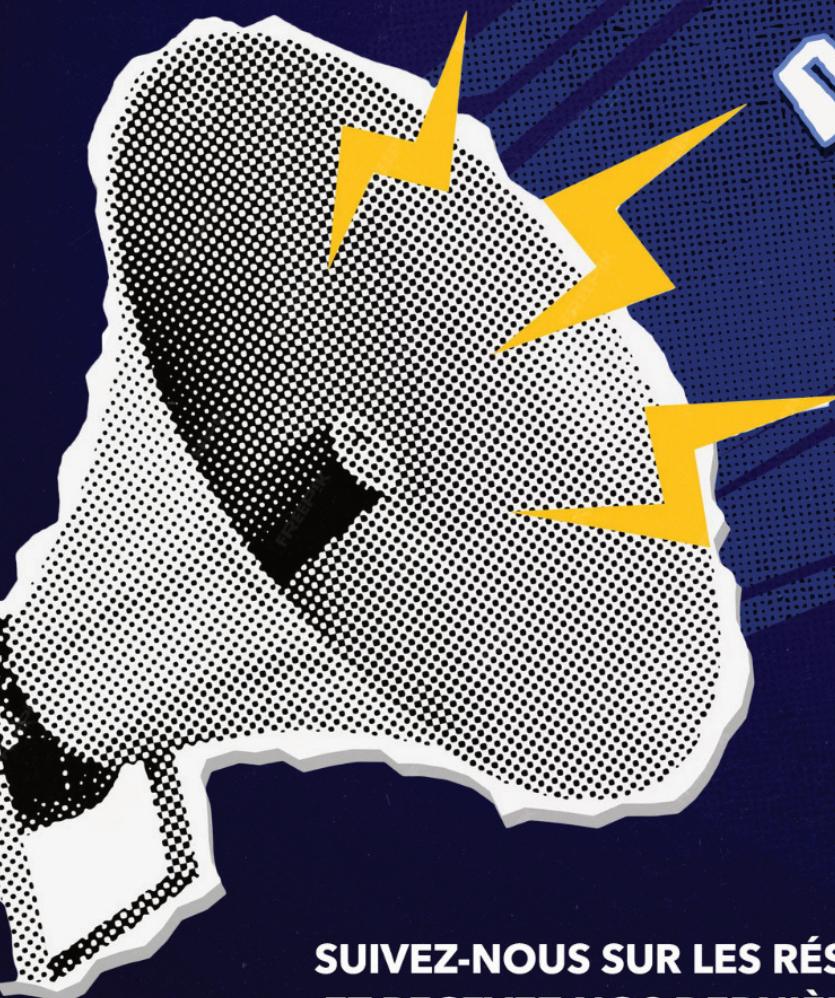
Si la France souhaite réellement lutter contre la radicalisation, elle ne peut le faire en imposant unilatéralement des expulsions de personnes fichées S vers d'autres États. Il est impératif de repenser cette politique dans un cadre concerté, où la sécurité de tous est prise en compte, et non uniquement celle du territoire français.

Monsieur le Ministre, nous attendons de votre part une position claire sur cette question : pourquoi la France, qui dispose d'un appareil judiciaire et pénal robuste, choisit-elle d'expulser des individus dangereux plutôt que de les juger et de les surveiller elle-même ?

Nous demandons que la sécurité ne soit pas traitée à travers des mesures d'expulsion unilatérales, mais dans un cadre respectueux des responsabilités de chacun et de la souveraineté des États partenaires.



SUIVEZ-NOUS
ET RECEVEZ NOS DERNIÈRES ACTUALITÉS



SUIVEZ-NOUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX
ET RECEVEZ NOS DERNIÈRES ACTUALITÉS





Privilégier le "Made in Morocco" : un levier stratégique pour l'emploi

Pourquoi la commande publique doit favoriser le "Made in Morocco" ? Consommer marocain, un levier sous-exploité pour créer des emplois. Et si l'État soutenait enfin les entreprises marocaines ?

Une dépendance excessive aux importations

Le "Made in Morocco" représente une opportunité majeure pour dynamiser l'économie nationale et réduire le chômage. Alors que la commande publique représente près de 24 % du PIB, soit plus de 300 milliards de dirhams en 2023, son rôle dans le soutien aux entreprises locales et à la création d'emplois reste largement sous-exploité. L'Alliance des Économistes Istiqlaliens (AEI) plaide pour une politique ambitieuse de préférence nationale, afin que l'argent public bénéficie en priorité aux entreprises et travailleurs marocains.

Le Maroc continue d'importer massivement des biens et services qui pourraient être produits localement, ce qui contribue au déficit commercial et limite les opportunités d'emplois internes. Cette situation est accentuée par :

- Un manque de compétitivité des entreprises locales, souvent évincées par des acteurs étrangers mieux soutenus par leurs États.
- Des critères d'appels d'offres trop ouverts aux

entreprises étrangères, au détriment des PME marocaines.

- Une faible valorisation des produits locaux auprès des consommateurs et des administrations publiques.

Or, privilégier le "Made in Morocco" ne signifie pas s'isoler économiquement, mais bien stimuler la production locale et renforcer l'intégration industrielle.

Rendre la commande publique plus favorable aux entreprises marocaines

L'AEI recommande une politique plus volontariste en matière d'achats publics, en intégrant des critères favorisant les entreprises nationales dans les marchés de l'État et des collectivités locales. Cela pourrait passer par :

- Des quotas de sous-traitance obligatoires pour les PME marocaines, lors de l'attribution de grands contrats publics.
- Un encouragement fiscal aux donneurs d'ordre travaillant avec des fournisseurs locaux.
- Une transparence accrue dans les marchés publics, pour éviter que les grands groupes étrangers captent la majorité des contrats.





Marsa Maroc s'allie à TIL, filiale du Groupe MSC premier armateur mondial, à Nador West Med

Nador West Med : Un partenariat stratégique entre Marsa Maroc et Terminal Investment Limited (TIL)

Nador West Med : Le Maroc s'offre un nouveau titan des mers

Marsa Maroc & MSC : Une alliance maritime qui fait des vagues !

Un nouveau géant portuaire en Méditerranée : Nador West Med entre dans la cour des grands

Un levier pour l'attractivité logistique du Maroc

Dans un mouvement stratégique visant à renforcer le positionnement du Maroc en tant que hub maritime de premier plan, Marsa Maroc et Terminal Investment Limited (TIL), filiale du géant Mediterranean Shipping Company (MSC), ont signé un accord de partenariat portant sur l'entrée de TIL au capital de la filiale dédiée au développement du port de Nador West Med. Cette alliance marque une étape clé dans le développement des infrastructures portuaires du Royaume et son intégration aux grandes routes maritimes internationales.

Le port de Nador West Med, en cours de développement, est conçu pour devenir une plateforme stratégique pour le commerce mondial, dotée de capacités de traitement de conteneurs, de

vrac et de produits pétroliers. Situé à un carrefour maritime crucial entre l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient, ce port ambitionne de concurrencer les grands hubs régionaux, notamment Tanger Med, en attirant les flux logistiques et en diversifiant les activités portuaires du Maroc.

L'entrée de TIL, l'un des leaders mondiaux dans la gestion des terminaux portuaires, témoigne de la compétitivité croissante du Maroc en matière d'infrastructures logistiques. Cette participation devrait permettre d'accélérer le développement du port de Nador West Med en optimisant ses opérations et en intégrant les standards internationaux en matière de gestion portuaire. Ce partenariat illustre également la volonté du Maroc de renforcer son attractivité en matière d'investissements étrangers dans le secteur portuaire. Le port de Nador West Med pourrait, à terme, servir d'alternative ou de complément à Tanger Med, en offrant des infrastructures modernes capables de capturer une partie du trafic maritime qui transite actuellement par d'autres ports méditerranéens.



Le Maroc et le FMI : Un mariage financier renouvelé pour 5 milliards de dollars

LCM du FMI : Le Maroc se prépare à sécuriser son parachute financier
Économie marocaine : Une ligne de crédit pour affronter les tempêtes mondiales

Le Maroc vise à renouveler la LCM de 5 MM\$ avec le FMI : Une stratégie de consolidation financière face aux incertitudes mondiales

Dans un contexte économique mondial marqué par des incertitudes et des tensions géopolitiques croissantes, le Maroc entend renouveler sa ligne de crédit modulaire (LCM) de 5 milliards de dollars avec le Fonds Monétaire International (FMI) en mars prochain. Cette initiative stratégique vise à consolider les réserves de change du Royaume et à renforcer la stabilité de son système financier.

La LCM, mécanisme mis en place par le FMI, est une facilité de financement destinée aux pays présentant des fondamentaux économiques solides mais confrontés à des chocs extérieurs. Pour le Maroc, cette ligne de précaution représente un filet de sécurité qui permet d'anticiper d'éventuelles perturbations économiques, telles que les fluctuations des prix des matières premières ou les tensions sur les marchés financiers internationaux. Elle reflète également la confiance du FMI dans la

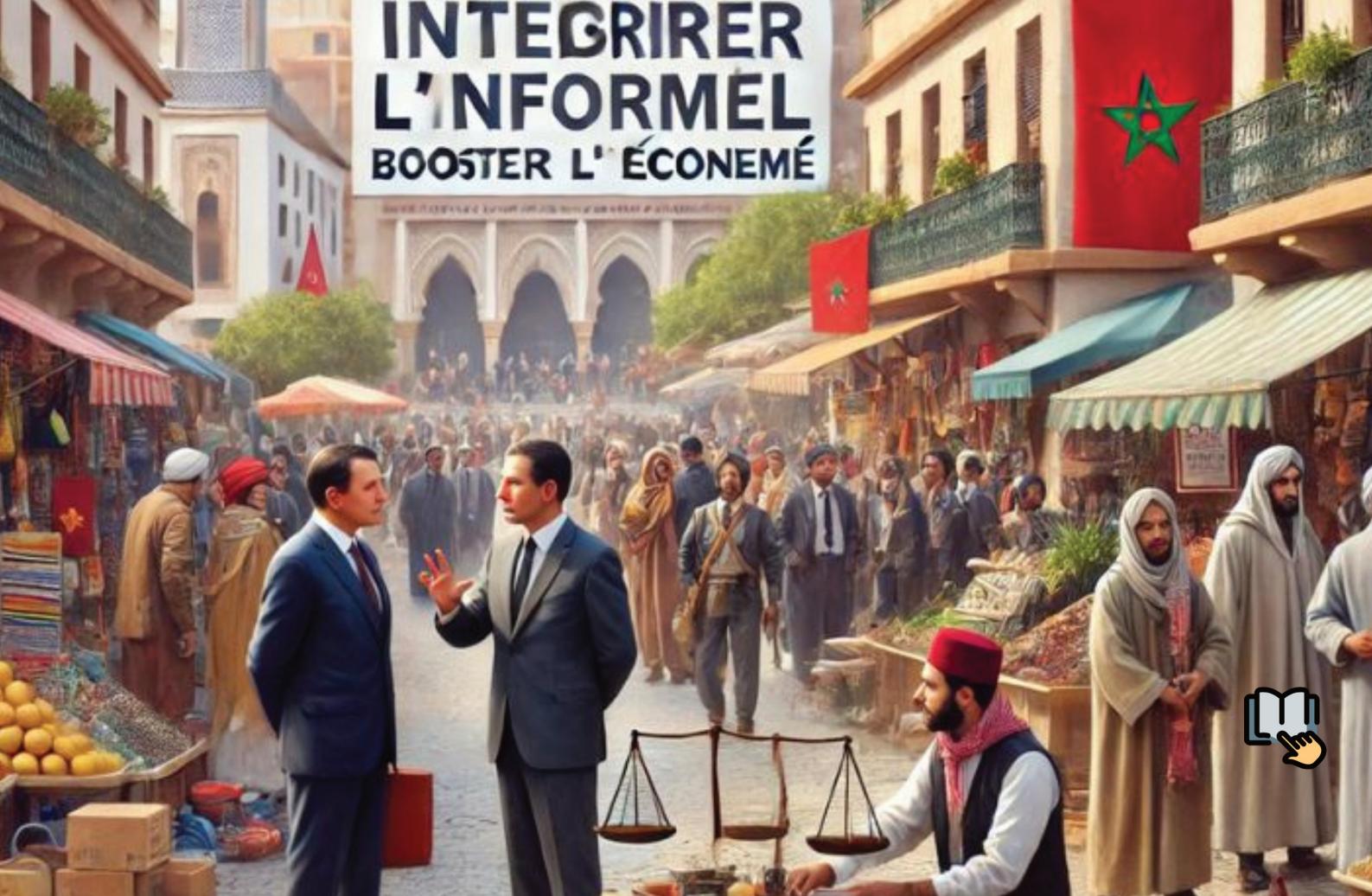
résilience de l'économie marocaine et sa capacité à maintenir une trajectoire de croissance stable. Le renouvellement de cette ligne de crédit s'inscrit dans une dynamique plus large de renforcement des finances publiques et de gestion prudente de la dette. Le Maroc, qui a fait preuve d'une certaine résilience face aux crises récentes (pandémie, inflation mondiale, tensions sur l'énergie et les denrées alimentaires), doit néanmoins poursuivre ses efforts de consolidation budgétaire. Le recours à cette LCM permettra d'amortir d'éventuels chocs tout en poursuivant les réformes structurelles indispensables à la diversification de l'économie nationale.

Sur le plan des finances publiques, la LCM pourrait aussi jouer un rôle essentiel dans le maintien de la stabilité du dirham et la gestion du déficit budgétaire. En assurant une marge de manœuvre financière, le Maroc peut préserver la confiance des investisseurs et des agences de notation, éléments cruciaux pour le maintien d'un coût d'endettement maîtrisé.

Le Maroc n'est pas le seul pays à recourir à ce type de mécanisme.



INTEGRER L'INFORMEL BOOSTER L'ÉCONOMIE



L'intégration de l'économie informelle : un levier pour élargir les opportunités d'emploi au Maroc

**Travail informel : un problème ou une opportunité pour l'emploi au Maroc ?
Faut-il légaliser une partie de l'économie informelle pour créer plus d'emplois ?
Pourquoi intégrer l'informel peut booster l'économie marocaine ?**

L'économie informelle représente une réalité incontournable au Maroc, où elle contribue à près de 30 % du PIB et concentre 77 % des emplois. Bien que ce secteur permette à des millions de Marocains de subvenir à leurs besoins, il pose de nombreux défis économiques et sociaux : précarité des travailleurs, absence de protection sociale, perte de recettes fiscales et distorsion de la concurrence pour les entreprises formelles.

L'Alliance des Économistes Istiqlaliens (AEI) appelle à une intégration progressive de l'économie informelle dans le secteur formel, en mettant en place des incitations adaptées

plutôt qu'une répression brutale, afin d'élargir les opportunités d'emploi et d'améliorer la qualité des emplois existants.

Si le secteur informel constitue un filet de sécurité pour de nombreux Marocains, il représente aussi une menace pour l'économie nationale :

- Absence de couverture sociale et de retraite pour les travailleurs informels, les exposant à une précarité accrue.
 - Évasion fiscale massive, réduisant les ressources de l'État pour financer les services publics.
 - Concurrence déloyale pour les entreprises déclarées, qui doivent assumer des charges fiscales et sociales lourdes.
- Toutefois, forcer une formalisation brutale risquerait de détruire des milliers d'emplois sans garantir une transition réussie. Il est donc impératif d'adopter une approche progressive, alliant incitations et accompagnement.



Retraites : entre déficit et colère syndicale, le débat s'enflamme

Le débat autour de la réforme des retraites au Maroc revient sur le devant de la scène et s'annonce plus tendu que jamais. Alors que le gouvernement se félicite de l'adoption récente de la loi sur le droit de grève, les syndicats, quant à eux, montent au créneau. Lors d'un rassemblement organisé à Casablanca, le leader de l'Union Générale des Travailleurs du Maroc (UGTM), Enaam Mayara, a mis en garde contre une réforme qui pourrait, selon lui, porter atteinte aux acquis sociaux des travailleurs marocains.

Réforme des retraites : le Maroc face à un bras de fer social

Le projet de réforme des retraites, présenté comme une nécessité par l'Exécutif, repose sur trois piliers principaux : l'augmentation de l'âge légal de départ à la retraite, une révision à la baisse des pensions et une hausse des cotisations. Ce que les syndicats qualifient de « triangle maudit ». Ces mesures, bien qu'impopulaires, visent à assurer la viabilité financière des caisses de retraite, qui font face à une situation critique.

En effet, le déficit des régimes de retraite au Maroc ne cesse de s'aggraver, menaçant leur capacité à honorer les engagements envers les retraités actuels et futurs.

Pour le gouvernement, cette réforme est incontournable.

« Nous devons faire preuve de responsabilité face à une situation qui, sans réforme, pourrait devenir ingérable dans les années à venir », a déclaré un représentant du ministère des Finances. Pourtant, les syndicats estiment que les travailleurs sont les premiers à payer le prix de cette réforme.

« Nous refusons de sacrifier les droits des salariés pour combler des lacunes qui résultent d'une mauvaise gestion passée », a martelé un membre de l'Union Marocaine du Travail (UMT).



Ce bras de fer entre le gouvernement et les syndicats intervient dans un contexte de tensions sociales croissantes. La hausse du coût de la vie, combinée à des salaires qui stagnent, a exacerbé le mécontentement des travailleurs. Les syndicats, qui voient dans cette réforme une ligne rouge à ne pas franchir, menacent d'intensifier leurs actions, notamment à l'approche du prochain round du dialogue social.

Il est à noter que plusieurs pays ont dû affronter des crises similaires dans leurs systèmes de retraite.

En France, par exemple, la réforme des retraites a déclenché des grèves massives et des manifestations de grande ampleur en 2023, illustrant la difficulté de trouver un compromis sur une question aussi sensible.

De même, en Tunisie, les réformes des retraites ont été sources de tensions majeures entre le gouvernement et les syndicats.

Ces exemples montrent que, bien souvent, les réformes des retraites deviennent un terrain de confrontation politique et sociale.

Pour mieux comprendre les enjeux, il est essentiel d'expliquer certains concepts clés. L'augmentation de l'âge de départ à la retraite vise à prolonger la durée de cotisation des travailleurs, ce qui permet de réduire le déficit des caisses. La hausse des cotisations, quant à elle, augmente les revenus des caisses, mais



Par Mamoune Acharki

peut peser sur le pouvoir d'achat des salariés.

Enfin, la révision des pensions consiste à ajuster les montants versés aux retraités pour limiter les dépenses. Ces mesures, bien qu'efficaces sur le plan financier, sont souvent perçues comme injustes par les travailleurs.

La réforme des retraites au Maroc s'annonce comme un défi majeur pour le gouvernement. Si elle est indispensable pour garantir la pérennité des systèmes de retraite, elle risque de creuser davantage le fossé entre l'Exécutif et les partenaires sociaux.

À court terme, le dialogue social sera crucial pour éviter une escalade des tensions. À long terme, le succès de cette réforme dépendra de la capacité du gouvernement à proposer des solutions équilibrées, qui tiennent compte des besoins des travailleurs tout en assurant la viabilité des caisses de retraite.

Les incertitudes restent nombreuses, mais une chose est certaine : l'avenir des retraites au Maroc est au cœur des préoccupations sociales et économiques.



Edito

Digital

Jusqu'où irons-nous avec l'IA ?

Par Hafid Fassi Fihri

Nous autres, humains, n'allons pas nous retrouver au service de la machine ?

L'intelligence artificielle, est-ce vraiment seulement un ami qui nous veut que du bien ?

Inutile d'être futurologue pour faire des prédictions folles, comme celles de Ray Kurzweil, qui ressemblent étrangement à un scénario de science-fiction, car l'intelligence artificielle progresse à une vitesse fulgurante et façonne déjà notre quotidien. Sommes-nous à la veille d'un monde fascinant, d'un tournant technologique majeur et d'une ère dominée par l'intelligence artificielle et la biotechnologie ? Certes, il y a une révolution inédite avec l'IA, qui promet de dépasser l'intelligence humaine, désormais condamnée à faire fusion avec la machine !

Le compte à rebours est lancé et, d'ici 2030, il sera possible de connecter notre cerveau à un réseau de neurones artificielles grâce aux nanotechnologies. Cela permettrait, entre autres, une augmentation exponentielle des capacités cognitives, un accès immédiat à des connaissances illimitées, via le cloud, une amélioration de la mémoire et des facultés d'apprentissage.

Les recherches actuelles sur l'interface cerveau-machine, menées notamment par Neuralink d'Elon Musk, confirment que cette perspective n'est pas si lointaine.



Avec la fusion à venir entre l'homme et la machine, et la connexion entre le cerveau et les puces, l'immortalité devient une possibilité à prendre en considération car toutes les limites pourront, en principe, être dépassées y compris la mort !

Des avancées en nano-médecine pourraient ralentir, voire inverser, le vieillissement et la longévité humaine sera ainsi prolongée.

Selon une étude du National Institute on Aging, des thérapies géniques et l'édition génétique CRISPR pourraient également jouer un rôle clé dans l'allongement de l'espérance de vie et les nano-robots injectables seraient capables de réparer les cellules endommagées d'éliminer les toxines responsables du vieillissement et de stimuler la régénération cellulaire.

L'IA sera capable, également, de reproduire des personnalités disparues en analysant des archives numériques.

Cette technologie, déjà en cours de développement via des IA conversationnelles avancées, pourrait aboutir à des « répliques numériques » interactives.

Au-delà du débat éthique, moral et scientifique, ces prévisions soulèvent également une controverse et des interrogations légitimes.

Ainsi, cette révolution sera-t-elle vraiment au service de l'humanité ou va-t-elle provoquer inévitablement des inégalités et de nouvelles fractures ?

Le risque de dérive est effectivement omniprésent car l'IA pourrait être utilisée à des fins malveillantes si elle n'est pas correctement encadrée.

Et pour ne rien arranger, l'automatisation massive pourrait accentuer les inégalités sociales et avoir un impact sur l'emploi.

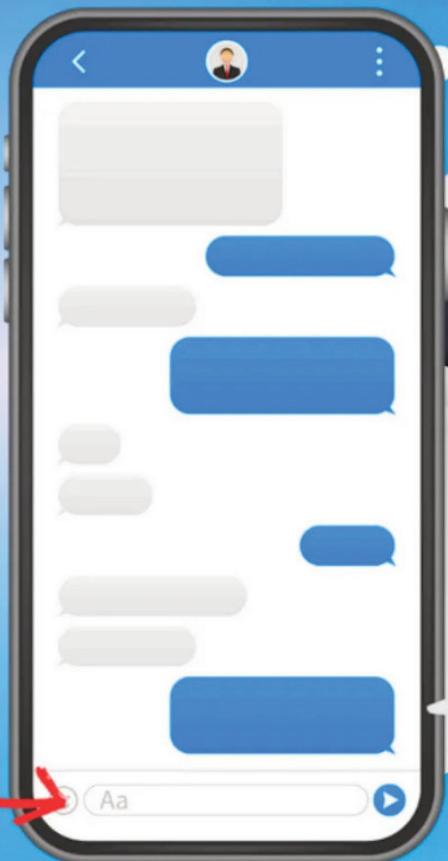
Pour le reste, le sort en est jeté, l'intelligence artificielle et la biotechnologie redéfiniront fatallement notre existence dans les décennies à venir. Jusqu'où devons-nous, alors, aller dans cette fusion entre l'homme et la machine ?



LODJ .MA

CHATBOT

WWW.LODJ.MA



PARLEZ-NOUS À TRAVERS NOTRE NOUVEAU CHATBOT
ET OBTENEZ DES RÉPONSES INSTANTANÉES, IL EST LÀ POUR
VOUS AIDER 24H/24.





Digital

nouveautés, tendances et autres actualités TECH



Cette déclaration illustre l'engagement de la plateforme à adapter ses services aux nouvelles exigences en matière de protection des mineurs.

Le CMI trace la voie pour un futur numérique au Maroc

Le Maroc se trouve à un tournant décisif dans l'adoption des paiements électroniques. Bien que le pays dispose d'infrastructures numériques solides et d'un parc de 20 millions de cartes bancaires, le nombre de transactions électroniques reste étonnamment faible. En 2024, seulement 216 millions de transactions ont été enregistrées, ce qui équivaut à une moyenne de 10 opérations par carte et par an. Cette situation met en lumière un paradoxe : des outils performants existent, mais leur adoption reste limitée.

CMI veut faire du paiement électronique un réflexe marocain

Pour relever ce défi, le Centre Monétique Interbancaire (CMI) déploie une stratégie ambitieuse visant à démocratiser les paiements numériques. Rachid Saihi, directeur général du CMI, explique que l'objectif est double : encourager les utilisateurs déjà équipés à effectuer davantage de transactions tout en intégrant les populations non bancarisées dans l'écosystème financier.

YouTube adopte l'IA pour mieux filtrer les utilisateurs mineurs

YouTube, la plateforme de vidéos en ligne appartenant à Google, va expérimenter en 2025 une technologie basée sur l'intelligence artificielle pour mieux contrôler l'âge de ses utilisateurs.

L'objectif est clair : empêcher les mineurs d'accéder à des contenus inappropriés en appliquant automatiquement des restrictions adaptées à leur âge.

Ce système repose sur un modèle d'apprentissage automatique conçu pour analyser divers critères et déterminer si un internaute a moins de 18 ans.

En cas de détection d'un utilisateur mineur, l'algorithme activera un filtrage de contenu plus strict.

L'annonce de YouTube intervient alors que les législateurs américains renforcent leur surveillance des plateformes numériques.



Les efforts du CMI portent leurs fruits : le secteur enregistre une augmentation annuelle de 15 % en valeur et de 20 à 25 % en volume de transactions.



Digital

nouveautés, tendances et autres actualités TECH



Le directeur général de la CDG, Khalid Safir, a affirmé que cette initiative illustre le rôle de DXC CDG dans l'essor digital du pays.

Inauguration du centre d'excellence en IA à Technopolis

Le 13 février 2025, le paysage technologique marocain a été marqué par l'inauguration du Centre d'Excellence en Intelligence Artificielle (AI CoE) de DXC CDG à Salé. Ce pôle innovant vise à propulser le Maroc au cœur de la révolution numérique mondiale, en s'inscrivant dans le cadre de la stratégie nationale « Maroc digital 2030 ». L'objectif est clair : développer et déployer des solutions d'intelligence artificielle gérées, sécurisées et performantes, qui incarnent les valeurs de confiance, de résilience et de souveraineté.



Meta vise l'installation d'un câble sous-marin de 50 000 km

Meta, la société mère de Facebook, annonce un projet audacieux qui pourrait transformer la connectivité mondiale : le déploiement d'un câble sous-marin de 50 000 kilomètres. Nommé « Projet Waterworth », cette initiative vise à relier cinq continents, notamment les États-Unis, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud, en améliorant la capacité et la fiabilité des échanges de données numériques. Ce projet, qui représente un investissement pluriannuel de plusieurs milliards de dollars, est considéré comme le plus ambitieux de l'entreprise.



Les cybercriminels exploitent également des pièces jointes infectées pour infiltrer des systèmes informatiques et voler des données

Cybersécurité : le Maroc face à une vague de phishing

En 2024, le Maroc a été la cible de plus de 6,4 millions de tentatives de phishing, selon un rapport publié par Kaspersky. Ce chiffre alarmant place le pays au cœur des préoccupations en matière de cybersécurité, alors que les cyberattaques se multiplient et deviennent de plus en plus sophistiquées.

Le phishing, cette méthode frauduleuse utilisée par des cybercriminels pour obtenir des informations sensibles comme des mots de passe ou des coordonnées bancaires, a atteint des niveaux inquiétants au Maroc en 2024.

Selon un rapport de Kaspersky, leader mondial dans le domaine des solutions de sécurité informatique, plus de 6,4 millions de tentatives de phishing ont été bloquées dans le pays. À cela s'ajoutent 1,6 million de pièces jointes malveillantes interceptées. Ces chiffres illustrent l'ampleur de la menace que représentent les cyberattaques pour les particuliers et les entreprises marocaines.

Le phishing est souvent orchestré via des courriels ou des messages contenant des liens frauduleux. Ces liens redirigent les utilisateurs vers des sites imitant des plateformes légitimes, où ils sont incités à partager leurs données personnelles.

Dans la rivalité Maroc Algérie : Quand il y en a plus, il y en a toujours encore

Par Larbi Bargach

Il y a quelques mois la Renaissance Sportive de Berkane a conçu un maillot pour les compétitions africaines arborant la carte du Maroc comme symbole de son identité. Elle a déposé, comme le stipule les règlements, le maillot pour validation auprès de la commission Ad Hoc de la CAF qui n'a émis aucune remarque, permettant ainsi l'utilisation du maillot sur tous les stades du continent. Personne n'a trouvé à redire, y compris la fédération algérienne. Cette dernière n'a d'ailleurs émis aucune contestation lorsque Berkane a participé aux premiers matchs de la CAF avec le maillot validé et aucune opposition n'a été formulée, plus tard, lorsque le tirage au sort a mis aux prises l'équipe de l'USMA, représentant algérien à la Renaissance de Berkane.

Ce n'est qu'à quelques jours du match à Alger que les autorités locales vont réagir, probablement alertés par la large diffusion du maillot sur les réseaux sociaux. La réaction du pouvoir d'Alger a été brutale et des instructions ont été données pour bloquer les maillots à l'entrée du territoire algérien. On connaît la suite. La CAF, saisie par la fédération algérienne, a sommée cette dernière d'accepter que Berkane joue avec le maillot qu'elle a auparavant autorisé. Une sommation confirmée en urgence par le TAS, ultime voie de recours des litiges sportifs.



ien n'y fait, le match d'Alger n'a pas eu lieu, les autorités algériennes ayant refusé de lever la confiscation des maillots de Berkane, provoquant une colère sourde du public algérois désireux d'en découdre sportivement. Au match retour l'USMA toujours victime du pouvoir politique sera contrainte de déclarer forfait. Le club ayant refusé d'affronter Berkane à cause encore une fois du maillot pourtant validé. La CAF a logiquement considéré le match gagné par Berkane sur les scores de 3-0 pour chaque match. Elle devait par la suite, c'est encore le règlement, réunir son comité de discipline pour décider des sanctions à appliquer à l'encontre de l'USMA et de la fédération algérienne. Des sanctions à la fois sportives : suspension du club des prochaines compétitions africaines et pécuniaires pour le manque à gagner les droits de diffusion télés et ceux des annonceurs. Ce Comité va finalement reporter sa décision, suite à des pressions « politiques », si l'on en croit les déclarations de l'ensemble des commentateurs des plateaux médiatiques officiels algériens d'une part, et si l'on se réfère aux derniers remerciements des dirigeants de l'USMA aux autorités officielles algériennes.

La diplomatie algérienne s'est démenée pour faire pression sur son homologue Sud-africaine pour ce report. C'est d'ailleurs assez croustillant de constater que l'Algérie politique s'engage dans une affaire sportive, pour faire condamner l'intrusion de la politique dans le sport.

C'était avant tout pour gagner du temps et engager une nouvelle procédure devant le TAS. C'est l'USMA soutenu par sa fédération, c'est logique, qui va engager cette procédure avec les objectifs suivants :

- Faire Annuler l'autorisation accordée à Berkane de porter le maillot, contenant la carte du Maroc, validé au préalable par la CAF.

- Annuler le résultat des deux matchs contre Berkane,
- Proclamer l'USMA vainqueur de ces deux matchs
- Faire rejouer la finale remportée par le Zamalek

Les frais de cette procédure ont été pris en charge par le gouvernement algérien qui s'est également occupé de choisir les cabinets d'avocats en charge de l'affaire. C'est une information puisée dans les médias officiels algériens. Ils en tirent un motif de fierté entérinant la posture de l'Algérie qui se veut et s'autoproclame puissance régionale influente.

Le TAS vient de rendre son verdict et, il faut savoir être bon perdant, c'est une victoire algérienne, on verra en quoi ? Est-ce une défaite marocaine ? C'est plus compliqué que ça.

Cliquez sur l'image afin de continuer la lecture



L'INFORMATION À L'ORDRE DU JOUR!

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES

POLITIQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO,
ÉMISSIONS WEB TV, PODCASTS, REPORTAGES, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS...



TOUTE L'INFORMATION À L'ORDRE DU JOUR ET EN CONTINU

www.lodj.ma



SCAN ME!

@lodjmaroc





Brèves Sportives



Le Complexe Mohammed V sera prêt à accueillir des matchs d'ici la fin du mois de mars, augmentant ainsi la capacité du stade à recevoir des compétitions...

Complexe Mohammed V : la pelouse rénovée et les travaux en cours pour accueillir la Coupe d'Afrique des Nations

Karim Klaibi, membre du comité de pilotage et de suivi du Complexe Mohammed V à Casablanca, a annoncé la fin des travaux de réengazonnement du terrain, dans le cadre du projet de modernisation en cours de cette infrastructure sportive.

Dans une déclaration à Hespport, Klaibi a indiqué que la pelouse du stade est désormais en parfait état après l'achèvement des travaux de réengazonnement, tandis que les rénovations de la piste d'athlétisme autour du terrain sont toujours en cours.

Le comité de pilotage et de suivi veille attentivement sur chaque phase du projet pour garantir qu'il soit mené à bien dans le respect des normes de qualité et des délais impartis. Ce projet fait partie d'un effort continu pour améliorer les infrastructures sportives du Maroc.

Mohamed Hejaouj et Sara Dahrouch triomphent lors de la première édition du Prorun TFZ à Tanger

Les athlètes marocains Mohamed Hejaouj et Sara Dahrouch ont triomphé lors de la première édition du Prorun TFZ (Tanger Free Zone) 2025, qui s'est déroulée dimanche sous l'égide de l'Association Tangier Triumph Team (TTT).

Mohamed Hejaouj a remporté la première place chez les hommes en parcourant les 10 km en 30 min 31 sec, suivi de Mohamed Madane (31 min 25 sec) et Hamza Razzouki (31 min 45 sec).

À l'issue de la course, M. Hejaouj a exprimé sa satisfaction de sa victoire, soulignant que la compétition s'est déroulée dans de bonnes conditions, ce qui lui a permis de suivre les consignes de son entraîneur et de maintenir sa position en tête du classement.

Dans la catégorie féminine, Sara Dahrouch a remporté la course en 35 min 23 sec, devançant Marya Naim (44 min 43 sec) et Laila Mechbal (46 min 30 sec). Mme Dahrouch a indiqué que la course avait été facile et qu'elle avait pu conserver un rythme constant et confortable pour décrocher la première place.



Hasna Benyaich, directrice de la zone franche de Tanger, a souligné que cet événement, inédit, a réuni plus de 1 000 participants issus des entreprises industrielles de TangerMed.



Brèves sportives



Pour rappel, la CAN 2024, prévue du 5 au 26 juillet 2025, se tiendra à Casablanca et Rabat

Les Lionnes de l'Atlas affrontent Haïti en amical pour peaufiner leur préparation à la CAN 2025

L'équipe nationale féminine de football a affronté Haïti en match amical le mardi 25 février au stade Père Jégo à Casablanca, dans le cadre de sa préparation pour la Coupe d'Afrique des Nations, qui se déroulera cet été au Maroc. En stage depuis le 17 février, les Lionnes de l'Atlas ambitionnent de conclure cette période par une nouvelle victoire, renforçant ainsi leur confiance et améliorant potentiellement leur classement FIFA, où elles occupent actuellement la 61e place (prochain classement prévu le 6 mars).

Lors de leur dernière rencontre, les joueuses de Jorge Vilda ont dominé le Ghana (1-0) grâce à un but tardif de Soukaina Ouzraoui, le 21 février à Casablanca. Une nouvelle victoire viendrait confirmer leur progression et asseoir leur dynamique positive.

La FIFA lance une plateforme numérique pour le changement de nationalité sportive des joueurs

La Fédération Internationale de Football Association (FIFA) a dévoilé la création d'une plateforme numérique destinée aux joueurs désireux de changer de nationalité sportive ou d'association nationale.

Selon le site officiel de la FIFA, cette nouvelle plateforme sera une source d'information clé pour toutes les parties prenantes du football mondial. Elle fournira des informations détaillées sur les joueurs dont la demande de changement d'association nationale a été approuvée par la Commission du Statut du Joueur de la FIFA.

« Cette plateforme présente une liste complète des joueurs et joueuses ayant demandé et obtenu un changement d'association, conformément aux exigences définies par le Règlement d'application des Statuts de la FIFA, leur permettant ainsi de représenter les équipes de leur nouvelle association », indique la FIFA dans son communiqué.

Cette plateforme numérique deviendra une référence pour les associations nationales, les confédérations, les clubs, les joueurs et les agents.



FIFA

TM

Le changement d'association nationale permet au joueur de modifier sa nationalité sportive, et ainsi de représenter sa nouvelle association dans les compétitions internationales.

Musiczone What's new ?



Kouyou : une IA qui révolutionne la préservation du patrimoine Gnawa

Le musée Dar Gnawa, situé au cœur du pays, a récemment dévoilé un projet révolutionnaire : Kouyou, le premier assistant culturel intelligent conçu entièrement au Maroc. Ce projet, fruit de la collaboration entre ingénieurs et experts en patrimoine, s'inscrit dans la stratégie nationale Digital Morocco 2030, qui ambitionne de positionner le Royaume comme un acteur majeur de l'innovation technologique en Afrique. Plus qu'un simple outil numérique, Kouyou se veut un pont entre l'héritage spirituel des Gnawa.



Seal, Macklemore et Black Eyed Peas : les têtes d'affiche du Jazzablanca 2025

Cet événement emblématique, devenu un rendez-vous incontournable pour les amateurs de musique, promet cette année une expérience unique grâce à un format revisité. Les organisateurs ont conçu une programmation en trois temps : des concerts grandioses pour débuter et clore le festival, et une ambiance plus intime en semaine, idéale pour savourer des sonorités singulières. Ce mélange d'expériences musicales variées reflète l'ambition de Jazzablanca d'offrir un voyage sonore riche et diversifié.



Sarah et Patrick : le duo danois qui fait vibrer les rues marocaines

Sarah et Patrick, un duo de musiciens danois, parcourrent le monde depuis six ans, jouant dans les rues de villes qu'ils découvrent pour la première fois.

En février dernier, c'est au Maroc qu'ils ont posé leurs valises et leurs instruments, captivant les riverains avec leurs mélodies et devenant rapidement des stars sur les réseaux sociaux grâce à des vidéos virales.

Leur aventure musicale a commencé en 2017, lorsqu'ils se sont rencontrés dans un cours de musique au Danemark.

Ce qui n'était au départ qu'une amitié s'est transformé en une relation amoureuse, portée par une passion commune pour l'art. Depuis, Sarah et Patrick ont fait de leur amour pour la musique un mode de vie, jouant dans des rues du monde entier et partageant leurs expériences sur leur compte Instagram, "Life of a Busker". Leur voyage les a conduits dans des pays aussi variés que l'Italie, l'Espagne, le Japon, et plus récemment, le Maroc.



WEB RADIO DES MAROCAINS DU MONDE

دریب رادیو مغاربة العالم

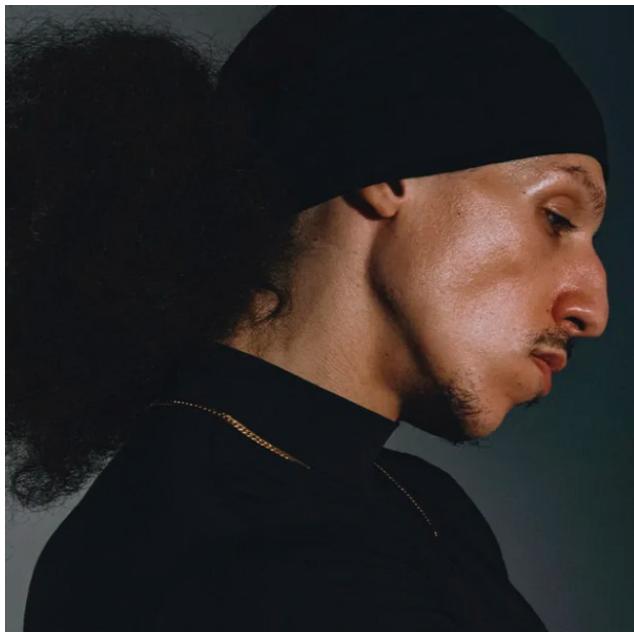
+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC

R212
DRIB



SCAN ME!

Musiczone What's new ?



"Le but était de montrer jusqu'où l'esprit peut surpasser les limites du corps en situation de survie", explique un communiqué accompagnant l'événement.

"Friendly Fire" : l'artiste néerlando-marocaine Roufaida sort un nouveau single captivant

Dans l'effervescence musicale internationale, une voix singulière émerge avec éclat : celle de Roufaida, artiste néerlando-marocaine qui ne cesse de surprendre par son audace et sa créativité.

Après le succès remarquable de son premier EP, la chanteuse revient sur le devant de la scène avec un nouveau single intitulé "Friendly Fire", sorti le 14 février. Ce morceau, à la fois intime et universel, explore les thèmes de l'auto-acceptation et du tiraillement identitaire dans un monde souvent marqué par les divisions. Avec une maîtrise parfaite de la fusion des genres, Roufaida confirme son statut d'artiste inclassable et incontournable.

"Friendly Fire" est bien plus qu'une simple composition musicale. C'est une déclaration, un cri du cœur adressé à toutes celles et ceux qui se sentent marginalisés ou enfermés dans des cases. À travers des paroles poignantes telles que "We will never be like them, honey/7na machi b7alhoum, zina", Roufaida exprime, avec douceur et résilience, son refus des normes sociales rigides. En alternant entre l'anglais et la darja, elle met en lumière sa double culture, tout en exposant les défis de la double appartenance, ou parfois, de la double exclusion.

Survival Mode : Rilès repousse les limites du corps et de l'esprit !

Courir un marathon est déjà un exploit. Mais courir sans interruption pendant 24 heures, en couvrant plus de 200 kilomètres, tout en évoluant sous la menace de scies circulaires, relève d'une tout autre dimension. Ce défi hors normes, baptisé "Survival Run", a été relevé le dimanche 9 février par Rilès, artiste franco-algérien originaire de Rouen. Bien plus qu'une simple performance physique, ce challenge est une démonstration de persévérance extrême et une réflexion sur les pressions sociales et personnelles.

Dans l'enceinte de l'espace Commines, à Paris, le rappeur de 29 ans a tenu son pari insensé, courir un jour et une nuit d'affilée sur un tapis roulant. Un effort surhumain qui dépasse largement le cadre d'une simple activité sportive. À quelques secondes de l'échéance, le public présent a lancé un compte à rebours, accompagnant l'artiste dans les dernières foulées



Roufaida incarne une vision moderne et hybride de la musique. Issue d'un métissage culturel entre les Pays-Bas et le Maroc



Lifestyle En bref

Un rendez-vous quotidien avec des séries inédites et des sitcoms originales. Cliquez sur l'image pour découvrir !

2M dévoile une programmation ramadanesque captivante pour 2025

Chaque Pâtissier célèbre les célébrités

الموسم الرابع

للتلاوة على المساجدة 21H45

Optimiser son intérieur : pourquoi le bureau mural séduit de plus en plus ?

Le télétravail s'est imposé dans le quotidien de nombreux salariés, rendant indispensable l'aménagement d'un espace de travail à domicile.

Toutefois, dans un logement exigu, installer un bureau peut vite devenir un casse-tête.

Résultat ? Beaucoup finissent par travailler sur leur canapé, l'ordinateur sur les genoux, au détriment de leur productivité et de leur confort.

Face à ce défi, le bureau mural se présente comme une alternative idéale : suspendu, rabattable ou escamotable.



Le principal avantage du bureau mural réside dans sa capacité à se fondre dans le décor.

Rahma El Mouden : une femme d'affaires marocaine rend hommage à l'Astre d'Orient à Amsterdam

Le 50e anniversaire de la disparition d'Oum Kalthoum, surnommée l'Astre d'Orient, a été marqué par un hommage exceptionnel aux Pays-Bas.

Sur la scène prestigieuse du Concertgebouw d'Amsterdam, Rahma El Mouden, femme d'affaires marocaine de renom, a troqué son costume d'entrepreneure pour incarner la légendaire chanteuse arabe. Cette soirée mémorable, organisée en février 2025, a permis à Rahma de rendre hommage non seulement à une icône intemporelle de la musique arabe...



Un hommage aussi à la première génération d'immigrants marocains qui ont contribué à bâtir la ville d'Amsterdam.

Ramadan et élégance : Diamantine réinvente la tradition vestimentaire

Chaque année, à l'approche du mois sacré du Ramadan, le Maroc entre dans une effervescence particulière, marquée par un mélange de spiritualité, de traditions et de modernité. Ce moment de l'année est aussi une période phare pour l'industrie de la mode, où les grandes enseignes rivalisent d'ingéniosité pour séduire une clientèle en quête d'élégance et de respect des traditions.

Parmi ces acteurs, DIAMANTINE, marque marocaine emblématique, s'impose comme un leader incontesté du prêt-à-porter traditionnel, grâce à des collections ramadanesques qui allient raffinement et modernité.

⚙️ Astuces & insolite



Un bon rangement contribue aussi à préserver la brillance de l'argent

Pourquoi l'argent noircit-il et comment y remédier ?

Les bijoux en argent finissent souvent par perdre de leur éclat, voire par noircir la peau de ceux qui les portent. Ce phénomène, bien que naturel, peut être dérangeant. L'oxydation de l'argent est due à une réaction chimique appelée sulfuration.

Lorsqu'il est exposé à l'air et à l'humidité, l'argent réagit avec le soufre présent dans l'environnement, formant une fine couche de sulfure d'argent qui assombrit progressivement le métal.

Cette altération peut être accélérée par la transpiration, le pH de la peau ou encore les produits cosmétiques.

Le contact direct avec la peau peut également provoquer des traces sombres sur certaines zones, notamment les doigts, le cou ou les poignets. Ce phénomène est d'autant plus marqué chez les personnes dont la sueur est plus acide, ce qui favorise la réaction entre le métal et les composés chimiques présents dans l'organisme.

L'oxydation étant un processus naturel, il est difficile de l'empêcher totalement. Toutefois, il est possible de ralentir son apparition en prenant quelques précautions.

Produits ménagers : ces mélanges dangereux à éviter absolument

Lorsqu'il s'agit de nettoyage, nous avons souvent tendance à croire que combiner plusieurs produits renforcera leur efficacité. Pourtant, certaines associations peuvent s'avérer inutiles, voire dangereuses pour votre santé et votre intérieur. Voici sept mélanges à ne jamais tenter.

Vinaigre blanc et bicarbonate de soude

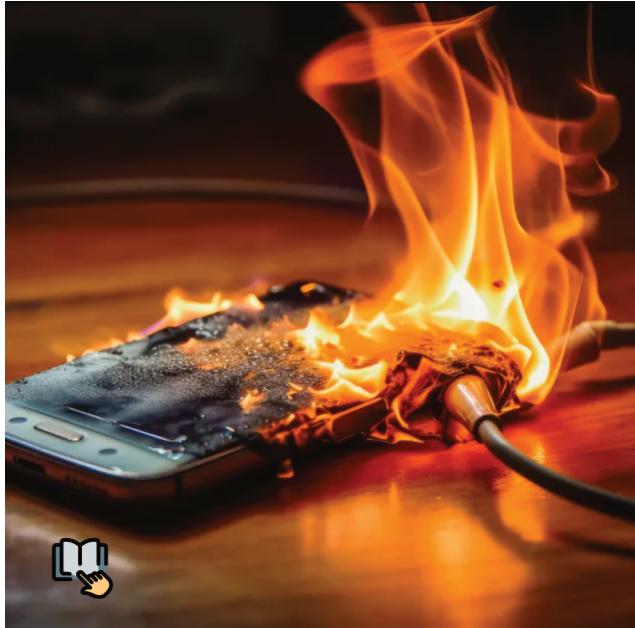
Ce duo est souvent cité comme une solution miracle pour le ménage. Pourtant, lorsqu'ils sont mélangés, le vinaigre (acide acétique) et le bicarbonate (base) réagissent en produisant une effervescence... avant de se neutraliser mutuellement.

Résultat ? Une solution inefficace composée d'eau et d'acétate de sodium. Si la réaction chimique peut aider à déboucher un évier, ce mélange est inutile pour le nettoyage quotidien. Mieux vaut les utiliser séparément pour ne pas gaspiller ces précieux ingrédients !

Cliquer sur l'image pour découvrir la suite des produits ménagers à ne pas combiner



⚙️ Astuces & Insolite



Cet incident relance le débat sur la sécurité des batteries lithium-ion et les risques d'explosion liés aux smartphones.

Explosion d'un téléphone au Brésil : une femme gravement brûlée

Une habitante d'Anápolis, au Brésil, a vécu un moment d'horreur alors qu'elle faisait ses courses avec son mari.

Son téléphone, un Motorola Moto E32, a soudainement explosé dans sa poche, provoquant un départ de feu sur son jean. La scène, captée par les caméras de vidéosurveillance du magasin, montre la femme paniquée courant hors du supermarché tandis que ses vêtements prennent feu.

Alertés par ses cris, plusieurs passants se sont précipités pour l'aider. Son mari, témoin direct de l'incident, a rapidement enlevé sa chemise pour tenter d'éteindre les flammes.

L'intervention rapide des personnes présentes a permis d'éviter un drame plus grave, mais la victime n'a pas échappé à de graves blessures.

Foi et trahison : Une missionnaire au cœur d'un complot mortel

Un voyage missionnaire en Angola a viré au drame pour une famille américaine. Jackie Shroyer, une femme du Minnesota, a été arrêtée et accusée du meurtre de son mari, Beau Shroyer, 44 ans, dans ce qui semble être un complot prémedité. L'affaire a choqué la communauté chrétienne et soulève des questions troublantes sur les événements qui ont conduit à ce crime tragique.

En octobre dernier, Beau Shroyer a été retrouvé mort dans un véhicule à Thienjo, une petite ville située dans le sud de l'Angola. Le couple, accompagné de leurs cinq enfants, était en Afrique dans le cadre d'une mission chrétienne organisée par leur église basée à Detroit Lakes, dans le Minnesota. Ce voyage avait pour but d'apporter une aide humanitaire et de partager leur foi avec des communautés locales.

Cependant, ce qui devait être une mission de compassion et de solidarité s'est transformé en un drame familial. Un mois après la découverte du corps de Beau, Jackie Shroyer a été arrêtée par les autorités angolaises et accusée d'avoir orchestré un complot pour assassiner son mari. Selon les enquêteurs, elle aurait engagé des complices pour exécuter ce meurtre, une accusation qui a profondément choqué leur communauté religieuse.



Les détails de l'enquête révèlent un scénario troublant. Les autorités angolaises affirment que Jackie Shroyer a planifié le meurtre de son mari dans le cadre d'un complot élaboré.

i Édito Automobile

Le marché automobile marocain en forte croissance en février 2025

Le marché automobile marocain affiche une performance exceptionnelle en février 2025, avec une hausse globale des ventes de 46,38 % par rapport à février 2024. Selon les données publiées par l'Association des Importateurs de Véhicules au Maroc (AIVAM), les ventes de véhicules particuliers (VP) ont augmenté de 42,72 %, passant de 9 463 unités en février 2024 à 13 506 unités en février 2025. Les véhicules utilitaires légers (VUL) ont également connu une progression significative de 72,92 %, avec 2 258 unités vendues contre 1 302 l'année précédente.

Cette forte progression s'explique principalement par deux facteurs clés :

+46,38 % par rapport à 2024 : Le marché automobile marocain en forte croissance en février 2025

La résolution des problèmes logistiques : En février 2024, des retards dans la chaîne logistique avaient fortement impacté les arrivages de véhicules pour certaines marques. Ces retards ont été résolus en 2025, permettant une meilleure disponibilité des modèles sur le marché.

L'arrivée de nouvelles marques : L'AIVAM a accueilli de nouvelles marques, contribuant ainsi à dynamiser l'offre et à attirer de nouveaux clients.

Parmi les marques qui se distinguent, Dacia reste leader sur le marché des véhicules particuliers avec 3 215 unités vendues, représentant 23,80 % des parts de marché. Renault suit de près avec 2 221 unités vendues et une part de marché de 16,44 %. Du côté des véhicules utilitaires légers, Renault domine également avec 525 unités vendues, soit 23,31 % des parts de marché.

Certaines marques ont enregistré des progressions spectaculaires :

- BYD : +4 700 % pour les VP, passant de 5 unités en 2024 à 240 en 2025.
- Changan : +13 200 % pour les VP, avec 133 unités vendues en 2025 contre 0 en 2024.
- Peugeot : +662,50 % pour les VP, avec 976 unités vendues en 2025 contre 128 en 2024.

Sur les deux premiers mois de l'année, le marché automobile marocain a enregistré un total de 30 755 unités vendues, en hausse de 34,60 % par rapport à la même période en 2024. Les véhicules particuliers représentent 26 645 unités, tandis que les véhicules utilitaires atteignent 4 110 unités.

Cette performance du marché automobile marocain témoigne d'un regain de dynamisme, soutenu par une meilleure gestion logistique et une offre élargie. Cependant, les défis liés à la concurrence internationale et à l'évolution des préférences des consommateurs, notamment vers les véhicules électriques et hybrides, restent à surveiller.

En conclusion, le marché automobile marocain semble bien parti pour une année 2025 prometteuse, avec des perspectives de croissance soutenue, notamment grâce à l'arrivée de nouvelles marques et à l'amélioration des conditions logistiques.



Mohamed Ait Bellahcen

**+46,38
% par
rapport
à 2024**



Rapport de l'AIVAM

↗ Automobile Brèves



Rédigé par Mamoune ACHARKI

Auto Nejma Maroc : Un CA de 2,83 MMDH en 2024

Auto Nejma Maroc affiche une performance remarquable en 2024 avec un chiffre d'affaires (CA) de 2,83 milliards de dirhams (MMDH), en hausse significative par rapport à 2023.

L'entreprise Auto Nejma Maroc, distributeur exclusif de plusieurs marques automobiles prestigieuses, a clôturé l'année 2024 sur une note positive en enregistrant un chiffre d'affaires (CA) de 2,83 milliards de dirhams (MMDH) à fin décembre. Cette performance représente une augmentation notable par rapport aux 2,22 MMDH réalisés à la même période en 2023, soit une progression de +27,5 %.

► Le Cayenne Challenge 2024 : Aventure, Solidarité & Découverte au cœur du Maroc

La deuxième édition du Cayenne Challenge s'est tenue le 24 octobre 2024, réunissant des passionnés de Porsche Cayenne pour une aventure non compétitive alliant solidarité, camaraderie et exploration.

Cet événement a permis aux participants de découvrir les paysages variés du Maroc tout en contribuant à des actions caritatives locales.

Le Cayenne Challenge est une aventure où les participants, au volant de leur Porsche Cayenne, parcourront des routes et des sentiers marocains, tout en apportant des fournitures essentielles aux communautés défavorisées. Chaque équipe est tenue de transporter au moins 15 kg de matériel (fournitures scolaires, jouets, vêtements pour enfants, etc.) et de les distribuer dans les régions les plus nécessiteuses du pays.



Rédigé par Saad Bencheqroun

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



PRESSPLUS EST LE KIOSQUE 100% DIGITAL & AUGMENTÉ
DE L'ODJ MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISALA SA

MAGAZINES, HEBDOMADAIRES & QUOTIDIENS..

www.pressplus.ma



SCAN ME!

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC,
PRESSPLUS VOUS APporte LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS